

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

Les Billets de Fonds

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 12 Mars 1935, à 13 h. 30

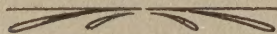
PAR

J. BOCQUET

Président : M. RIPPERT, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. Maurice PICARD, Professeur.

M. AMIAUD, Professeur.



PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

160, RUE ST-JACQUES

—
1935

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Les Billets de fonds



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Les Billets de Fonds

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 12 Mars 1935, à 13 h. 30

PAR

J. BOCQUET

Président : M. RIPPERT, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. Maurice PICARD, Professeur.

M. AMIAUD, Professeur.

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & C^{ie}
160, RUE ST-JACQUES

1935



INTRODUCTION

L'Actualité du Problème des Billets de Fonds.

La souscription de titres à ordre en règlement de la partie du prix de vente des fonds de commerce qui est dûe à terme est de pratique courante. Cette habitude a entraîné diverses difficultés économiques et a été l'occasion de problèmes juridiques très actuels.

C'est tout d'abord un problème économique pressant, car beaucoup de souscripteurs de billets de fonds se trouvent empêchés de les honorer à l'échéance. Un grand nombre de commerçants, même lorsque le prix de leur fonds de commerce se trouve déjà payé, sont au-dessous de leurs affaires, soit que leur actif n'équilibre pas leur passif, soit qu'ils se trouvent toujours en retard d'une ou de plusieurs échéances par suite de l'étroitesse de leur trésorerie.

A plus forte raison, les acheteurs de fonds, qui n'ont souvent versé à leur vendeur qu'un acompte sur le prix au moment de la signature des actes, et qui doivent en régler le solde à terme et par fractions, ne peuvent-ils pas tenir leurs engagements.

Certains commerces ont été tout particulièrement atteints à ce point de vue par la crise économique. Des fonds de commerce sont grevés de telle façon par la charge des billets à payer que les contrats d'atermoiement et même les réductions de prix n'apportent pas d'allègement suffisant aux débiteurs.

Le montant des billets de fonds impayés est certainement élevé. Mais il est difficile d'arriver à une évaluation pré-

cise. D'après une opinion, le montant total en serait de plusieurs centaines de millions, et selon le Ministre du Commerce, les statistiques fourniraient le chiffre de sept milliards (Séance de la Chambre du 3 juillet 1934). A la même séance, le rapporteur, M. Brandon, donnait le chiffre de soixante-dix milliards. Au surplus, chacun tire des mêmes chiffres les arguments les plus opposés.

Dans le commerce de l'hôtellerie, de nombreux fonds achetés il y a quelques années ne trouveraient pas acquéreur aujourd'hui, même pour un prix équivalent au dixième de leur ancienne valeur.

Des acquéreurs de brasseries et de débits de vin, poursuivis en paiement ou en vente de fonds, préfèrent abandonner l'exploitation et disparaître.

Certaines circonstances et certaines pratiques sont d'ailleurs à l'origine de beaucoup de ces déconfitures : l'abus tout d'abord des paiements à terme. L'acheteur qui achète un fonds de commerce ne se rend pas compte le plus souvent de l'excès des charges qu'il contracte. Il engage l'avenir avec trop de facilité, à une époque pleine d'incertitudes.

L'une des coutumes les plus dangereuses est celle qui consiste à verser au vendeur un supplément de prix qui n'est pas porté dans l'acte de vente. Cet usage est extrêmement répandu, que l'on vende le fonds de commerce lui-même ou que l'on vende une part d'association dans la société propriétaire du fonds. Le vendeur, quand les billets qui lui ont été souscrits reviennent impayés, a une tendance naturelle à ne plus se souvenir de ce versement qui lui a été fait, tandis que l'acheteur qui s'en souvient, lui, fort bien, se croit volé.

Il ne peut que constater qu'il a versé, de la main à la main et sans qu'il en soit resté trace, des sommes parfois

équivalentes au prix ouvertement stipulé dans l'acte, alors que ce prix est déjà devenu excessif quand les billets importants viennent à échéance.

D'autres usages viennent encore compliquer les rapports entre vendeurs et acquéreurs. Dans un certain nombre de commerces, en particulier dans le commerce de la boulangerie, il est habituel de garantir un chiffre d'affaires minimum pendant une période déterminée. Il est prévu que si le chiffre d'affaires est inférieur au minimum stipulé, l'acquéreur aura droit à une réduction de prix. Cette stipulation, qui est licite, présente en certains cas les plus graves dangers pour le vendeur. Dans le commerce de détail, et quand les ventes se font au comptant, il n'est rien de plus aisé que de passer sous silence un certain chiffre de recettes par jour. Les ventes peuvent sans doute être contrôlées par les achats quand le détaillant n'a qu'un fournisseur ; mais il n'en est plus de même quand les achats ont lieu au comptant chez de nombreux fournisseurs, souvent sans factures, et par exemple aux Halles. Il est facile en ce cas d'aménager la comptabilité de telle sorte qu'une partie seulement du chiffre d'affaires apparaisse.

Il arrive aussi, d'ailleurs, que le vendeur soit puni de sa propre faute. On peut songer, pour vérifier la sincérité d'une comptabilité, ou pour savoir si le chiffre d'affaires s'est trouvé inférieur au minimum garanti par suite de l'insuffisance de l'acheteur, à se reporter aux chiffres d'une année ancienne. Mais bien souvent le vendeur avait eu soin d'amputer son chiffre d'affaires, lorsqu'il était propriétaire d'un fonds, pour échapper aux droits fiscaux. Il lui arrive, lorsqu'il transmet son fonds à un successeur, d'oublier sa fraude fiscale, et, pour obtenir un meilleur prix, de garantir le chiffre d'affaires réel et non plus le

chiffre d'affaires apparent. Il se trouve ainsi pris automatiquement dans un piège préparé par lui-même.

Le rôle des intermédiaires en ventes de fonds a souvent été néfaste.

Afin de percevoir des commissions plus fortes, ils ont forcé la valeur d'estimation des biens dont ils négociaient la vente. Leur action personnelle en ce sens a été plus énergique que celle des marchands de biens fonciers, car la valeur des fonds de commerce est bien plus flottante et incertaine que celle des terres et des immeubles, puisqu'elle dépend beaucoup plus des circonstances et des capacités commerciales de l'exploitant.

En outre, afin de réaliser une opération, ces intermédiaires consentent souvent des avances à l'acheteur contre un nantissement sur le fonds vendu. Parallèlement, ils procurent au vendeur un nouveau fonds de commerce, et parfois ils lui escomptent les billets qui ont été souscrits. Toutes ces opérations ne sont sans doute pas liées en droit. Mais en fait elles s'enchevêtrent de telle sorte que, si les billets ne sont pas payés à l'échéance, il en résulte une cascade de difficultés, de procès, de ventes aux enchères, de reventes à vil prix et de faillites.

Les poursuites engagées pour un paiement de prix de vente de fonds de commerce aboutissent souvent très vite à la vente aux enchères du fonds par le ministère d'un notaire, ou à la résolution de la vente du fonds. Il est assez rare, en pratique, que le créancier introduise une demande en paiement du prix.

Le plus souvent, en effet, une condamnation au paiement ne procurerait aucun avantage supplémentaire au créancier. Le débiteur ne possède qu'un seul bien : le fonds de commerce. Le créancier n'a donc qu'un intérêt médiocre

à se munir d'un jugement qu'il ne pourrait exécuter que par la saisie-exécution des éléments séparés du fonds de commerce.

La loi de 1909 accorde au créancier le droit d'obtenir une décision ordonnant la vente du fonds, même en vertu d'un titre sous seing privé. Mais il ressort en outre de cette loi que le fonds de commerce lui-même, universalité juridique, ne peut être vendu qu'en vertu d'un jugement du Tribunal de Commerce ordonnant cette vente. C'est ce qui résulte implicitement des articles 15, 16, 17 et suivants de la loi qui organise cette procédure.

Aux termes de l'article 15 de la même loi, le Tribunal de Commerce doit statuer dans la quinzaine de la première audience par un jugement non susceptible d'opposition, exécutoire sur minute. Et l'appel est jugé sommairement par la Cour dans le mois, l'arrêt étant lui aussi exécutoire sur minute.

En fait, ces délais sont le plus souvent dépassés et les décisions rendues ne sont pas exécutées sur minute.

Cependant, ces délais sont beaucoup plus courts que les délais nécessaires pour obtenir une condamnation en paiement.

De plus, le créancier qui se borne à demander un jugement ordonnant la vente évite non seulement le paiement du droit proportionnel de condamnation, mais encore l'enregistrement des billets, puisqu'il lui suffit de joindre à son dossier un seul des billets protestés pour obtenir gain de cause. On sait, en effet, que les effets de commerce, même mentionnés dans un document enregistré, ne sont pas soumis à l'enregistrement avant l'échéance et le protêt. Le poursuivant évite donc des dépens souvent élevés et irrécouvrables,

A ces causes économiques et juridiques qui ont rendu la crise commerciale si pénible pour certains débiteurs de billets de fonds, il faut ajouter les dispositions légales nouvelles qui ont rendu privilégiées les créances du fisc. Dans bien des cas, les créances absorbent la totalité ou la plus grande partie du produit de la vente judiciaire du fonds. Le propriétaire du fonds a donc vu disparaître son bien sans que ses dettes commerciales aient diminué, et le vendeur son gage sans qu'il ait récupéré la valeur de ses créances. La Chambre civile de la Cour de Cassation vient cependant de rendre un arrêt décidant que le privilège de la Régie est primé par celui du vendeur régulièrement inscrit avant les opérations qui ont fait naître la créance de l'Administration. (Administration des Contr. Ind. c. Vve D. Arrêt cité aux *Petites Affiches* du 13 déc. 1934). Dans le même esprit libéral, on peut citer aussi une décision du Conseil d'Etat du 29 octobre 1934 (*G. P.* 1934, 11 décembre) qui admet que les intérêts des billets de fonds échus du fait de la revente du fonds constituent une perte et peuvent être déduits des résultats de l'exercice.

En outre, les intermédiaires et certains industriels ont garni leur portefeuille de billets qui leur ont été cédés par les vendeurs de fonds qui se trouvaient déjà leurs débiteurs. Ces achats en masse, que les souscripteurs prétendent avoir été faits à vil prix (le cinquième et parfois le dixième du nominal, d'après M. Brandon, rapporteur de la proposition de loi Soulier sur la réduction du prix des fonds de commerce) rendent les porteurs maîtres, en fait, des biens et de la situation de nombreux commerçants.

Toutes ces circonstances ont créé un tel malaise et certains groupes se sont trouvés à ce point menacés que le Parlement a voté les lois des 5 juillet 1933, 26 février 1934,

19 mai 1934 et 6 juillet 1934 sur le règlement des billets et que divers projets et propositions de lois ont été mis en discussion sur la réduction du prix des fonds de commerce.

Les récentes dispositions législatives, qui modifient le régime pratique de la loi de 1909 et la législation des effets à ordre, rendent une étude des billets de fonds particulièrement opportune.

Il faut ajouter cette autre considération d'importance primordiale que les dispositions essentielles de la loi de 1909 sur les fonds de commerce viennent d'être déclarées applicables dans plusieurs colonies françaises, notamment en Indochine, par un décret du 21 décembre 1933. Cette promulgation appelle d'ailleurs les plus graves réserves et paraît très peu opportune car la loi de 1909 exclut les marchandises du fonds de commerce. Or les fonds de commerce situés dans les colonies n'ont guère de valeur que par leur stock et non pas par leur clientèle. Le privilège consenti aux créanciers nantis est donc assez illusoire. Il constitue un moyen de pression sur les débiteurs plus qu'une garantie réelle.

Enfin, la nature et les effets de la clause à ordre et de l'endos restent encore obscurs. Aucune des théories proposées jusqu'à ce jour ne sont pleinement logiques, ni parfaitement conformes aux décisions jurisprudentielles.

Ces questions sont donc toujours actuelles et le sont d'autant plus que par l'effet des réglementations légales que nous venons de rappeler plus haut des modifications importantes se font dans l'architecture de cette partie du droit français.

Nous verrons successivement quelles sont les particularités que présentent l'établissement du billet de fonds et de tout titre à ordre en matière de vente et de nantissement de fonds de commerce, sa transmission et la transmission

des accessoires de la créance, son paiement ainsi que le régime transitoire institué sur ce point par les lois de 1933-1934, et sa mise en gage.

CHAPITRE PREMIER

L'Etablissement du Billet de Fonds.

SECTION I

VALIDITÉ ET UTILITÉ DU TITRE A ORDRE EN MATIÈRE DE VENTE DE FONDS.

La loi du 17 mars 1909 détermine, dans son chapitre premier, les formalités qui accompagnent la transmission des fonds de commerce.

Ces formalités sont essentiellement de deux sortes, et elles ont toutes pour but de prévenir les tiers de la transmission de propriété effectuée et des charges qui grèvent le fonds entre les mains de l'acquéreur.

D'une part, aux termes de l'article 3 de la loi de 1909, la cession doit être publiée à la diligence de l'acquéreur dans la quinzaine de sa date dans un journal d'annonces légales du ressort du Tribunal de Commerce où se trouve le fonds.

D'autre part, aux termes de l'article 1^{er} de la même loi, le privilège du vendeur n'a lieu que si la vente a été constatée par un acte authentique ou sous seings privés, dûment enregistré, et que si ce privilège a été inscrit au Greffe du Tribunal de Commerce.

Il convient d'ailleurs de remarquer que la transmission des fonds de commerce n'est pas un contrat solennel. Les mesures de publicité que nous venons de rappeler n'ont pas pour objet la formation du contrat entre les parties pré-

sentes. Elles n'ont pour but que de prévenir les tiers de la transmission du fonds de commerce.

Entre les contractants, la vente est parfaite dès que l'on est convenu de la chose et du prix (art. 1583, C. Civ.) et que les conditions prévues par l'article 1108 du Code Civil, consentement, capacité, objet certain et cause licite dans l'obligation, sont réunies (V. Lyon, 23 déc. 1927. Cass. civ. 9 décembre 1930. *Journal des Notaires*, article 36.734).

La preuve de la vente s'établit, suivant le cas, soit par les moyens prévus par le Code de Commerce, soit dans les conditions de la loi civile.

La vente du fonds se prouve donc par les modes de preuve prévus par l'article 109 du Code de Commerce si cette vente constitue un acte de commerce (Cass. 3 février 1930, *G. P.* 1930 ; page 591. Aff. Vve Marquis c. Meunier).

Elle s'établit par les modes de preuve du droit commun, si elle constitue un acte civil.

Suivant l'opinion dominante, l'achat et la vente du fonds de commerce constituent des actes de commerce par application de la théorie de l'accessoire.

C'est le premier acte de l'activité commerciale de l'acheteur et le dernier de l'activité commerciale du vendeur (Bourges, 4 juillet 1922. *D. H.* 1922, 296).

Dans certaines hypothèses, l'achat et la vente des fonds de commerce peuvent constituer des actes de commerce par application directe de l'article 632 du Code de Commerce. C'est le cas où l'achat du fonds a eu lieu en vue de la revente. Ainsi, un agent d'affaires, un marchand de fonds, ou même un simple particulier non commerçant, créancier gagiste sur le fonds de commerce, a acquis le fonds pour éviter qu'il ne soit vendu aux enchères pour un prix dérisoire, et pour éviter d'être évincé par d'autres créanciers

préférables. Même s'il n'exploite pas lui-même le fonds et par suite ne devient pas commerçant, l'achat en vue de la revente de ce fonds doit, à note avis, constituer un acte de commerce par nature aux termes de l'article 632 du Code de Commerce, cette opération ayant été faite dans un but spéculatif. Quoique le fonds de commerce se compose essentiellement d'éléments incorporels, aux termes de la loi de 1909, il constitue à notre sens une richesse et un objet de négoce, ce qui permet de le faire rentrer dans la catégorie des marchandises visées au paragraphe 1^{er} de l'article 632 sus-rappelé.

Dans certains cas, par contre, il ne semble pas possible d'envisager l'achat ou la vente d'un fonds comme un acte de commerce. C'est le cas, par exemple, d'un achat de fonds par un non-commerçant en vue d'effectuer une donation (Charvet, *op. cit.*, page 68). Mais la vente d'un fonds par les héritiers du propriétaire, qui l'aliènent avant d'avoir pris qualité et de l'avoir exploité en leur nom personnel, doit être considéré comme un acte de commerce, car ces héritiers représentent et continuent la personne du *de cujus*.

Les dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, et de l'article 3, paragraphe 3, de la loi du 17 mars 1909 sur la publication des ventes de fonds de l'établissement et la conservation du privilège du vendeur ne concernent pas la validité ni la preuve de la vente entre les parties.

C'est ce qui a été expressément décidé par la Cour de Paris pour les publications prévues par l'article 3 de la loi de 1909 (Paris, 16 octobre et 5 novembre 1928, *G. P.* janvier 1929, page 84).

La rédaction même de l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, de la loi de 1909, montre bien que ses dispositions ne visent que l'existence du privilège et non la validité de la vente. Le

texte de la loi dit, en effet, que « le privilège du vendeur d'un fonds de commerce n'a lieu que si la vente a été constatée par un acte authentique ou sous seing privé, dûment enregistré, et que s'il a été inscrit... » Cet article n'écarte donc pas l'hypothèse d'une vente existante malgré l'absence d'acte enregistré. Il exige simplement, pour la naissance du privilège, que la vente ait été constatée suivant certaines formes.

Cependant, la vente est pour ainsi dire toujours constatée par écrit.

Le plus grand nombre des ventes de fonds se traitent moyennant le paiement d'une partie du prix à des échéances successives.

La souscription de billets à ordre et l'acceptation de traites sont un moyen pratique de constater ces échéances. Les effets de commerce souscrits présentent divers avantages pour le créancier, dont les plus apparents sont les suivants :

1° La présentation des effets a lieu à domicile à des dates fixes, et le débiteur ne peut ignorer qu'un encaisseur se présentera aux échéances prévues ;

2° L'ordre de paiement lui sera intimé le plus souvent par l'intermédiaire d'une banque, et, en temps normal, les commerçants redoutent de laisser des effets impayés, soit que l'obligation de se présenter à la banque pour retirer l'effet qu'ils n'ont pas payé à domicile leur occasionne des dérangements appréciables, soit que le retour des effets diminue leur crédit et constitue à lui seul une menace de poursuites ;

3° L'effet resté entre les mains du tireur ou du tiers porteur constitue un titre dont le non-paiement est constaté au moyen du protêt dressé le lendemain de l'échéance. La dé-

faillance du débiteur se trouve donc établie de la façon la plus simple et la plus visible, sans qu'il soit besoin d'établir des comptes entre les parties.

Ces divers avantages ont entraîné la généralisation de la souscription de billets à ordre ou l'acceptation de traites par l'acquéreur du fonds de commerce.

La loi du 17 mars 1909, article 27, a d'ailleurs prévu que si « le titre d'où résulte le privilège inscrit est à ordre, la négociation par voie d'endossement emporte la translation de privilège ». Nous verrons plus loin, en détail, quelles sont les discussions auxquelles a donné lieu cet article. D'après une opinion, le titre visé par cet article 27 ne peut être que l'acte de vente seul. D'après une autre opinion, l'endossement des billets et effets peut aussi emporter la translation du privilège.

Il nous suffira ici de constater que l'article 27 de la loi du 17 mars 1909 a prévu, par sa rédaction même, que l'acte de vente pourrait être établi à ordre. Cette solution découle nécessairement du libellé de la loi. Si les législateurs avaient voulu préciser que les billets ou effets à ordre soumis en règlement du prix devaient seuls emporter la translation du privilège par endossement en dehors de la subrogation expresse, il aurait employé les mots billets à ordre et effets de commerce. L'emploi des termes très extensifs : « titre d'où résulte le privilège inscrit » montre que parmi les titres de cette nature il faut compter le contrat de vente lui-même.

On peut donc considérer cet article comme un des textes légaux qui admettent la validité des obligations souscrites à ordre, quelle que soit la nature de ces obligations, qu'elles soient ou non des effets de commerce, qu'elles comportent ou non des stipulations incompatibles avec la nature des effets de commerce, et que ces obligations soient civiles ou

commerciales, puisqu'ainsi que nous l'avons vu l'achat et la vente des fonds de commerce peuvent être des opérations civiles ou commerciales, et que les obligations qui en résultent peuvent être par suite civiles ou commerciales suivant les cas.

Ce texte se place ainsi chronologiquement parmi les documents où est affirmée la validité des obligations à ordre en général, après les principaux arrêts de la Cour de Cassation qui ont jugé la question, et qui sont les suivants :

Cass. req. 10 août 1831, S. 1831.1.371 ;

Cass. req. 21 fév. 1838, S. 1838.1.208 ;

Cass. req. 11 avr. 1849, D. 1849, p. 141 ;

Civ. 8 mai 1878, D. 1878.1.241 ;

Civ. 7 mai 1879, D. 1879.1.307 ;

Req. 15 mars 1892, D. 1893.1.309.

Il est d'autre part antérieur aux lois de finances qui ont implicitement admis la validité des obligations civiles à ordre et au porteur :

— Loi du 31 décembre 1921 qui porte « à 3 % sans décimes le droit de 1 % ; applicable... à tous autres titres d'obligations hypothécaires dont la cession pour être parfaite n'a pas besoin d'être soumise aux dispositions de l'article 1690 du Code Civil. »

— Loi du 13 juillet 1925, art. 47, qui porte à 5 % en principal le droit prévu par l'article 24 de la loi du 31 décembre 1921, relatif aux grosses au porteur.

— Décret du 28 décembre 1926 codifiant les lois en matière d'enregistrement, art. 271, parag. 2 et parag. 6, le droit proportionnel applicable aux actes portant obligations hypothécaires porté à 6 % décimes compris.

Il faut cependant remarquer que l'article 2 de la loi du 17 mars 1909, ainsi libellé : « Si le titre d'où résulte le pri-

vilège inscrit est à ordre, la négociation par voie d'endossement emporte la translation du privilège », ne dit pas que le contrat de vente puisse faire l'objet d'une clause à ordre. Il parle brièvement du « titre » d'où résulte le privilège inscrit. L'article 27 ne consacre donc pas la possibilité de transférer par endossement les obligations du vendeur (en particulier l'obligation de livrer l'objet vendu) en même temps que sa créance. D'après l'opinion la plus générale, les dettes ne peuvent pas être cédées, en droit français. Le sujet de droit qui réunit sur sa tête à la fois la qualité de créancier et la qualité de débiteur peut céder sa créance, mais non sa dette.

Le titre de vente d'un fonds de commerce pourrait donc être libellé à ordre. L'objet d'une obligation à ordre pouvant être soit une somme d'argent, soit une prestation, une obligation de faire ou une obligation de livrer une chose corporelle, conformément à l'article 1101 du Code Civil, il en résulte que la clause à ordre pourrait être stipulée en faveur de l'une et l'autre des parties au contrat de vente, chacune pour ses créances respectives.

Il est rare cependant que le titre de vente soit à ordre. En effet, l'établissement de billets de fonds parallèlement à l'acte de vente, quand cet acte est sous seing privé, donne à peu près les mêmes garanties et les mêmes facilités au vendeur sinon à ses ayants droit.

Par contre, la rédaction à ordre du titre de vente, quand celui-ci est notarié, permet sa transmission par simple endossement et le tiers-porteur peut ainsi procéder à des mesures d'exécution en vertu de la grosse, sans prendre jugement sauf s'il s'agit de parvenir à la vente du fonds de commerce, pris en tant qu'universalité de biens. Dans ce dernier cas, le porteur ne peut agir que suivant la procédure

des articles 15 et suivants de la loi de 1909. Mais le porteur de la grosse à ordre peut procéder à des mesures d'exécution soit sur les éléments séparés du fonds, soit sur les autres biens du débiteur.

SECTION II

LA REMISE EN NANTISSEMENT DU FONDS DE COMMERCE ET DES TITRES A ORDRE.

L'article 10 de la loi du 17 mars 1909 dispose que le contrat de nantissement est constaté par un acte authentique ou sous seing privé dûment enregistré.

Il résulte du deuxième paragraphe du même article que la mise en possession du créancier gagiste s'établit par le seul fait de l'inscription sur un registre public tenu au greffe du Tribunal de Commerce.

Ces deux dispositions correspondent aux dispositions de droit commun en ce qui concene le gage, et notamment aux articles 2074 et 2076 du Code Ciivil, le mode de publicité prévu par l'article 10 de la loi du 17 mars 1909 remplaçant la dépossession du débiteur.

La validité de la rédaction à ordre du titre constitutif du nantissement résulte du principe de la liberté des conventions, ainsi que pour l'hypothèque.

Elle résulte aussi du paragraphe 27 de la loi de 1909 qui prévoit la translation du privilège par voie d'endossement, sans qu'il soit spécifié que le seul privilège transmis est celui du vendeur.

Rédigé en termes généraux, cet article a pour objet aussi bien le privilège du vendeur que celui de nantissement.

Le titre à ordre dont il s'agit peut constater à la fois une créance et un nantissement.

Lorsque ce titre n'est pas assimilable à un effet de commerce, sa validité est certaine, en vertu de l'article 27.

D'autre part, l'article 27 ne faisant pas de restriction, le titre pourrait ne constater qu'un nantissement, exclusion faite de toute obligation concomittante.

SECTION III

LES BILLETS DE FONDS ET LA PURGE.

Mais on peut se demander, comme on l'a fait en matière d'hypothèque, si l'établissement d'un effet à ordre assorti d'un nantissement ou d'un privilège de vendeur se concilie avec les règles de la purge. L'article 146 C. Commerce dispose que « le porteur d'une lettre de change ne peut être contraint d'en recevoir le paiement avant l'échéance. »

Or « l'acquéreur qui veut se garantir des poursuites des créanciers inscrits » doit déclarer à ses créanciers « qu'il est prêt à acquitter sur-le-champ les dettes inscrites jusqu'à concurrence de son prix, sans distinction des dettes exigibles et non-exigibles. » (Art. 20 de la loi de 1909).

Il est certain que c'est cet article 20 qui, disposant dans une matière exceptionnelle, doit recevoir application plutôt que l'article 146 C. Commerce. Cet article 20 a donc pour effet de paralyser l'article 146, mais non de rendre nulle l'inscription du privilège régie par un tout autre texte.

Cette solution n'est pas purement théorique. Le fonds n'est en effet purgé des privilèges que si l'acquéreur justifie avoir payé le créancier inscrit ou consigné le prix.

L'acquéreur, en présence d'un refus du créancier de recevoir le paiement des billets constatant la créance inscrite, devrait donc effectuer la consignation de leur montant.



Remarquons que cette question est entièrement distincte de la question de la purge au moyen des billets de fonds. Dans ce dernier cas, il ne s'agit plus de savoir si l'on peut purger une dette constituée par des billets de fonds, mais si l'on peut purger une dette quelconque en offrant des billets de fonds au créancier inscrit.

Une jurisprudence constante décide que la purge en billets de fonds est impossible (Paris, 11 mars 1925 ; *Gaz. Trib.* des 8-9 mai 1925. Trib. Comm. Seine, 29 oct. 1912 ; *Gaz. Pal.* 30 nov. 1912. Paris, 22 fév. 1912 ; *Gaz. Pal.* 23 avril 1932. Trib. Comm. Seine, 24 déc. 1932, de Boissieu, président ; affaire Lacroix c. époux Bensimon, non publiée).

Cette dernière décision précise que la notification à fin de purge doit être suivie de la consignation du prix, et que la consignation faite, partie en billets et partie en espèces, est inopérante. Cette solution doit être approuvée. La loi de 1909 s'est implicitement référée au Code Civil, articles 2184 et 2186 et s. (Voir Trib. Comm. Seine, 12 déc. 1932 ; *G. P.* 1925.1.606). Elle n'a pas voulu priver le créancier inscrit d'une sûreté réelle pour lui substituer la garantie hypothétique d'un acheteur qui peut être insolvable ou inexécutable. Au contraire, l'acquéreur qui veut purger impose sa volonté au créancier. Il est donc juste qu'il en supporte les conséquences (Cf. Dalloz C. Civil annoté, voir n^{os} 6 et 8 sous article 2184 ; Boutaud et Chabrol, supp. n^o 163).

SECTION IV

CARACTÈRE CIVIL OU COMMERCIAL DU BILLET A ORDRE
DE LA TRAITE ACCEPTÉE
ET DE L'OBLIGATION A ORDRE.

Une première considération doit nous faire réunir sous une même rubrique l'examen des engagements du souscripteur du billet de fonds, ou d'une obligation à ordre, et de l'accepteur de la lettre de change, c'est la possibilité de chacun de ces engagements d'être civil ou commercial.

Le billet à ordre n'est pas par lui-même un acte de commerce, contrairement à la lettre de change qui est réputée telle aux termes de l'article 632 du Code de Commerce modifié par la loi du 7 juin 1894. Il résulte au contraire de l'article 636 du Code de Commerce que lorsque des billets à ordre ne portent « que des signatures d'individus non négociants » et n'ont pas pour occasion des opérations de commerce... le Tribunal de Commerce sera tenu de renvoyer au Tribunal Civil, s'il en est requis par le défenseur. » Or, le sens de l'article 631 C. Commerce est d'autre part le suivant : les actes intervenus entre commerçants sont présumés avoir été faits pour le commerce ; le Tribunal de Commerce peut donc en connaître. Mais si la preuve est apportée que l'acte en question n'est pas commercial, son examen est soustrait à la compétence de la juridiction consulaire.

Cette règle est traditionnelle dans notre droit (Ordonnances de 1563 et de 1673. — Glasson n° 219 et 221. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, tome I, 1906, p. 925. Cour de Bastia, 11 février 1852 ; D. 52-2-202. Cass. 16 janvier 1883 ; D. 83-1-131).

Si l'on rapproche l'article 636 mod. 7 juin 1894, et l'article 631 ainsi interprété on doit en conclure que le billet

à ordre est de sa nature un acte civil à moins d'avoir pour occasion un acte de commerce.

Par suite, le billet souscrit par l'acheteur d'un fonds de commerce en règlement du prix du fonds est commercial si l'achat du fonds même constitue un acte de commerce, ou civil si l'achat dont s'agit est un acte civil. Nous avons vu plus haut que l'achat d'un fonds de commerce en vue d'effectuer une donation doit être considéré comme un acte civil.

D'autre part, le même article 636 C. Commerce énonce pour les lettres de change réputées simples promesses les mêmes règles que pour les billets à ordre n'ayant pas pour occasion des opérations de commerce.

Or une jurisprudence bien établie décide que la lettre de change n'est parfaite qu'après remise à un tiers bénéficiaire ou endossataire. Si la traite a été créée ou acceptée à l'ordre du tireur, elle ne vaut que comme simple promesse à l'égard de ce dernier. Elle ne devient lettre de change parfaite qu'après endossement à l'ordre d'un tiers (Req. 2 août 1854, aff. Sauvet c. de Bernis, DP 55-1-24).

Le Tribunal Civil de la Seine, faisant application de cette règle, qui cadre d'ailleurs parfaitement avec les théories contractuelles sur la nature de ce titre et qui est conforme à l'opinion de Pothier (Du contrat de change n° 10 : « Cette lettre avant son endossement n'est pas à proprement parler une lettre de change ») a retenu la compétence du Tribunal Civil pour statuer au sujet d'une lettre de change qui, acceptée à l'ordre du tireur, n'avait jamais été endossée par lui à un tiers (Affaire Sureau c. Choquet ; Tribunal Civil Seine, 11 mars 1913, Supp. *Gaz. Palais* 1913-1-626).

Le vendeur d'un fonds de commerce qui tire un effet en règlement du prix de vente sur l'acheteur qui l'accepte ne

détient donc avant l'endossement qu'un titre qui constitue une simple promesse, et cette promesse peut être de nature civile.

Une demande en paiement de cette valeur pourrait donc relever du Tribunal Civil, le Tribunal de Commerce restant d'ailleurs compétent pour statuer sur les litiges dont la connaissance lui est formellement attribuée par la loi du 17 mars 1909.

Des observations analogues peuvent être formulées à l'égard des obligations à ordre qui ne rentrent pas dans la catégorie des titres à ordre énumérés dans le Code de Commerce et les lois annexes.

SECTION V

SUR LA DÉFINITION DES BILLETS DE FONDS.

§ 1. — *Intérêt d'une définition des billets de fonds.*

Les billets à ordre et les lettres de change souscrits au profit du vendeur d'un fonds de commerce sont dénommés dans la pratique : billets de fonds. L'habitude est prise d'en parler comme de titres juridiques formellement définis.

Les lois des 5 juillet 1933, 26 février 1934 et 6 juillet 1934 édictent des dispositions qui visent les billets de fonds, d'une façon générale, comme si, dans toutes les hypothèses prévues par ces lois, aucun doute ne pouvait s'élever en ce qui concerne les titres visés par ces textes législatifs nouveaux.

La question ne paraît pas avoir été soulevée par les auteurs. Cependant, d'après Cendrier, n° 254, ces effets sont des billets de fonds parce qu'ils « sont causés valeur en fonds de commerce ». Charvet, n° 172, ne précise rien sur

ce point, sinon que les billets à ordre souscrits par l'acheteur sont dits : billets de fonds.

Mais en réalité il est nécessaire de savoir :

a) si le billet de fonds doit être défini par ses caractères intrinsèques, c'est-à-dire à raison de la cause qui l'a fait souscrire, ou par ses caractères formels, c'est-à-dire à raison de la mention de cette cause sur le titre, quelque soit ce dernier, effet de commerce, simple obligation à ordre, grosse notariée ;

b) si des solutions identiques doivent intervenir tant à l'égard des tireurs et bénéficiaires qu'à l'égard des tiers porteurs sans distinction entre eux et quelque soit le libellé du titre.

La solution de cette difficulté permettra avant tout de déterminer à quels billets sont applicables les dispositions des lois de 1933 et 1934 sur les délais de paiement des billets de fonds. Elle doit permettre aussi de dire quels billets le législateur devrait soumettre à la réduction si les projets de lois sur la révision du prix des fonds de commerce étaient ratifiés par le Parlement.

Le problème de la transmission des sûretés a également certains rapports avec celui-ci. Mais nous lui consacrerons un chapitre II en raison de son importance.

§ 2. — *Définition des billets de fonds*

à l'égard du tireur de l'effet et du bénéficiaire du billet.

La plupart des billets de fonds mentionnent la nature du titre. Les formules du commerce portent imprimée la mention : « valeur en fonds de commerce ». Les manuels et formulaires donnent des modèles de billets de fonds plus complets. Le billet de fonds proposé par le traité de Cendrier (formule 7 *bis*) précise que le prix du fonds est ga-

ranti par le privilège et dûment exigible en cas de revente. Le modèle de Charvet (formule 11 *bis*) contient mention des inscriptions prises et rappelle que les privilèges se transmettent avec les billets. Charvet donne aussi un modèle de billet souscrit « valeur en prêt de nantissement sur fonds de commerce ».

Cependant, la nécessité de la mention de la valeur fournie a été supprimée par la loi du 8 février 1922 en ce qui concerne le billet à ordre comme en ce qui concerne la lettre de change. La valeur fournie du billet à ordre était la cause de l'obligation du tireur envers le preneur. Il y avait une discordance entre les deux textes des articles 110 et 188 anciens du Code de Commerce.

L'article 110 n'aurait correspondu exactement à l'article 188 que s'il avait prévu la mention au titre de la valeur fournie par le tireur au tiré. Depuis la loi du 8 février 1922, aucune indication de valeur n'est plus nécessaire.

Les nouveaux article 110 et 188 du Code de Commerce rentrent donc dans le cadre de la règle de l'article 1132 du Code Civil : « La convention n'est pas moins valable, quoique la cause n'en soit pas exprimée. »

On sait que l'article 1132 du Code Civil a donné lieu, en doctrine et en jurisprudence, à des interprétations diverses. Quand il s'agit de lettres de change et de billets à ordre, l'article 117 dispose que l'acceptation suppose la provision. Elle suppose donc l'existence d'une obligation, ayant une cause légitime, de l'accepteur envers le tireur ou le bénéficiaire. Le tireur, bénéficiaire ou porteur du titre, n'a donc certainement pas à faire la preuve de l'existence et de la nature de la cause de sa créance, sauf le droit pour l'accepteur de faire la preuve contraire.

Mais lorsque le billet de fonds est une simple promesse,

et non pas un des titres définis au Code de Commerce, la question du sens de l'article 1132 C. Civil se pose de nouveau.

Un arrêt de la Cour de Cassation (Chambre Civile, 22 janvier 1913 ; D. P. 1913-1-144) a décidé que bien que la cause ne soit pas exprimée dans une obligation, elle existe, et qu'elle est vraie et licite à moins que le contraire ne soit prouvé. Comme la matière des billets de fonds est commerciale, cette preuve contraire pourra être faite par tous les moyens, même sans commencement de preuve par écrit (V. D. P. 84-1-292. Req. 30 mai 1883). Et cela, même si la cause contestée est mentionnée au titre.

Dans une autre théorie, il avait été admis que le créancier devait prouver la cause licite (D. P. 97-2-316). Ce système ancien enlevait à peu près tout intérêt pratique à l'art. 1132, qu'il semble contredire formellement. Il paraît abandonné à la fois par la jurisprudence et par les auteurs les plus récents (V. Planiol et Ripert, t. VI, n° 266).

Dans les rapports du souscripteur et du bénéficiaire, de l'accepteur et de l'endosseur, l'obligation, qu'elle soit simple promesse ou qu'elle constitue un des titres à ordre définis dans le Code de Commerce n'a donc pas besoin d'être causée. Il y a présomption d'existence de la cause, cette présomption pouvant être combattue par la preuve contraire.

Il est d'ailleurs de principe que le tiré accepteur et le souscripteur du billet ont la possibilité d'établir le défaut de provision contre le tireur et le bénéficiaire. Cette règle a été sanctionnée par d'innombrables décisions de jurisprudence.

Il a même été décidé que lorsqu'un accepteur offrait de faire la preuve de l'inexistence de la provision, le tribunal n'était pas en droit de lui refuser une enquête ou un ren-

voi devant un arbitre rapporteur (Ch. Civile, 30 novembre 1897). En matière de billets de fonds, si le défenseur articule des moyens vraisemblables, l'affaire est le plus souvent effectivement renvoyée devant un arbitre. L'offre faite par l'acquéreur de faire la preuve d'une fraude est un moyen admissible (Rouen, 1^{er} nov. 1926. *Rev. Trib.*, Le Havre, 1928).

Les dispositions des lois de 1933 et de 1934 sur les délais en matière de billets de fonds, comme celles des projets de lois sur la réduction du prix des fonds de commerce rentrent dans le cadre de ces dispositions.

En effet, les projets de lois sur la réduction du prix sont basés sur la disproportion du prix et de la valeur réelle du fonds. Ces dispositions sont donc bien relatives à la cause des billets. Il suffira au débiteur, pour bénéficier de ces dispositions légales, de faire la preuve que la cause des billets se confond avec l'aliénation du fonds.

Les délais de paiement sont bien, d'autre part, accordés en considération de l'origine de la dette. Ils correspondent à un allègement légitime par la nature spéciale de la cause de la dette. Les défenseurs de ces lois ont d'ailleurs insisté sur le fait que ces délais ne devaient pas entraîner un moratoire commercial généralisé. Il suffit au débiteur de faire la preuve que le billet représente le prix de vente d'un fonds pour bénéficier des nouvelles lois.

§ 3. — *Définition des billets de fonds à l'égard des tiers-porteurs.*

Nous venons de voir que la réduction du prix et l'octroi de délai se comprennent dans le cadre d'une théorie générale de la cause. Dans chacun des cas où le débiteur peut songer à demander une réduction, que ce soit pour erreur,

dol, violence, lésion ou imprévision, l'obligation manque au moins partiellement de contre-partie.

Or, il est de règle qu'aucun de ces vices n'empêche le tiers-porteur d'exiger son paiement, sauf controverse en ce qui concerne la violence. La cause illicite, c'est-à-dire l'absence radicale de cause, ne constitue pas elle-même une exception (Cf. S. et P. 95-1-225 et 97-1-161 et notes Tissier).

Par suite, les moyens de réduction, autre que ceux qui sont fondé sur un vice de forme, l'incapacité et le faux sont inopposables aux tiers-porteurs. Il doit être de même du moyen afin d'obtenir des délais qui découle des lois de 1934, car cette obtention de délai a un rapport très étroit avec la cause de l'obligation.

Ces divers moyens de réduction ou d'obtention de délais ne peuvent être confondus avec des vices de création du titre, puisque par hypothèse ils n'empêchent pas l'obligation d'être partiellement maintenue.

Mais le tiers-porteur peut se voir opposer les exceptions rendues apparentes par la forme extérieure du titre (Note Tissier, S. 95-1-125. Et conf. Saleilles, *Théorie générale de l'obligation*, n° 311. Lyon-Caen et Renault). D'après Wahl, *Traité des titres au porteur*, on peut opposer au porteur les exceptions qui résultent implicitement de la nature du titre.

Dans une formule encore plus adéquate à la situation qui nous occupe, le conseiller-rapporteur Cotelle disait que le « tiers-porteur subit les restrictions apportées à la créance par le libellé même du titre. » (Rapport Cass., 19 déc. 1892 ; S. 95-1-225).

C'est cette règle qui justifie les dispositions législatives permettant l'octroi de délais par le tiers-porteur au débi-

teur des billets de fonds, et ensuite qui impose leur application limitée aux seuls billets causés.

Les mêmes restrictions sont opposables au tiers-porteur s'il a connu, en dehors de toute mention au titre, la circonstance qui « viciait » originellement l'obligation, c'est-à-dire sa cause (Voir Civ. 19 nov. 1928 ; *G. P.* 29-1-85. *Contra* Lacour Précis n° 1299).

CHAPITRE II

La transmission des accessoires de la créance par l'effet de la clause à ordre.

Le problème de la transmission des accessoires de la créance du prix de vente d'un fonds de commerce a donné lieu aux décisions de jurisprudence les plus opposées.

Les Cours d'Appel sont divisées aussi bien sur la solution adoptée que sur les motifs des solutions choisies.

Cependant, la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation vient de rendre un arrêt qui, confirmant un arrêt de la Cour de Paris, est susceptible de faire jurisprudence (Paris, 31 mai 1930 et Req. 15 janv. 1934, *Rec. Gaz. P.* 1934-1-454).

Nous allons rappeler successivement les textes législatifs, les phases de la jurisprudence et examiner les arguments invoqués à l'appui des diverses thèses.

SECTION I

LES TEXTES ET LA JURISPRUDENCE.

§ 1. — *Les textes.*

Les parties s'appuient :

1° Sur les textes qui régissent la matière des effets de commerce : art. 136 et 138 C. Com. qui visent la transmission de la propriété par l'endossement des effets de commerce ; art. 137 ancien et modifié qui vise les formes de l'endossement ;

2° Sur les textes de droit commun qui visent la cession de créance : art. 1692 et suivants Code Civil, 2112 Code Civil ; la délégation de la créance : articles 1278 Code Civil et suivants ;

3° Sur les textes qui régissent la matière des hypothèques et des privilèges ;

4° Sur l'article 27 de la loi du 17 mars 1909, et sur les travaux préparatoires de la loi.

§ 2. — LA JURISPRUDENCE.

Il convient de distinguer dans la jurisprudence jusqu'à cinq phases successives :

- la période antérieure à la loi de 1909 ;
- la période qui s'étend de 1910 à 1921 ;
- la période qui s'étend de 1921 à 1933 ;
- la période postérieure à 1933 et qui est marquée dès son début par l'arrêt de la Chambre des Requêtes dont nous avons parlé, confirmant un arrêt de la Cour de Paris.

*
**

1° Période antérieure à 1909.

Antérieurement à la loi du 17 mars 1909, la jurisprudence accordait au porteur des billets de fonds le bénéfice du privilège du vendeur et déclarait que par l'effet de l'endossement, l'endossataire était subrogé de plein droit dans les accessoires de la créance et notamment dans le privilège du vendeur.

Les jugements principaux qu'il convient de citer pour cette période sont les suivants :

- a) L'arrêt de la Cour de Paris du 4 janvier 1889 (D. P.

1900-2-123). La Cour déclare que l'endossement d'un effet de commerce transmet au porteur « tous les accessoires de la créance pouvant rendre plus sûr et plus facile son recouvrement ».

b) L'arrêt de la Cour de Douai du 11 novembre 1901 (D. P. 1903-2-158). L'endossement transfère au tiers-porteur la propriété de la lettre de change avec tous les accessoires qui y sont attachés, tels que le gage et l'hypothèque. Cette décision a été rendue en matière hypothécaire, mais la Cour précise donc que tout gage en général est transféré par ce procédé. L'espèce était d'ailleurs très spéciale. Le gage avait, en effet, été constitué postérieurement à l'émission des traites et à leur acceptation pour garantir le paiement de cette dette primitive, que l'on prorogéait.

c) L'arrêt du Tribunal de Béthune du 4 août 1903, confirmé sur appel par la Cour de Douai, 5 mai 1903, affaire Lannois c. Vincent Legrain (D. P. 1908-2-399).

Cette jurisprudence était exactement parallèle à la jurisprudence qui disposait que l'hypothèque était transférée par l'endossement et qui est marquée par les décisions essentielles suivantes :

Cass. req. 15 mars 1825, S. 1826-1-61.

Cass. req. 10 août 1831, S. 1831-1-371.

Paris, 6 juin 1850, D. P. 51-2-181.

Colmar, 30 Déc. 1850, D. P. 54-2-45.

Cass. Civ. 21 mars 1852, D. P. 52-1-86.

Cass. Civ. 8 mai 1878, D. 1878-1-241.

Cass. Civ. 20 juin 1881, D. 1882-1-106.

Req. 28 avril 1892, D. P. 1893-1-503.

Paris, 4 janv. 1899, D. P. 1900-2-122.

Douai, 14 nov. 1902, D. P. 1903-2-258.

2^e Période de 1910 à 1921.

Après 1910, les tribunaux continuent de juger que la subrogation se produit par l'effet de l'endossement.

Les décisions sont les suivantes :

a) Tribunal de Commerce de la Seine, 29 sept. 1911 ; (*Journal des Tribunaux de Commerce* 1913-148.) — Le tribunal dit que la subrogation se produit de plein droit.

b) Tribunal de la Seine, 30 novembre 1911 ; (*Gaz. Palais*, 1912-2-200.) — Même sens.

Cependant, dès cette époque, on peut observer un certain flottement de la part des tribunaux qui ne motivent plus leurs jugements avec la même fermeté.

Le Tribunal de Commerce de la Seine, le 17 janvier 1913 (*Moniteur judiciaire de Lyon*, 12 avril 1913 ; *Journal La Loi* du 19 janvier 1913) et le Tribunal de Commerce de Marseille (*Recueil Marseille*, 1923-1-223) décident que le simple porteur de billets souscrits à l'ordre d'un vendeur alors que son nom ne figure pas sur lesdits billets ne bénéficie pas de la subrogation. On pourrait en conclure à *contrario* que les tribunaux ont voulu confirmer la jurisprudence antérieure et dire qu'un porteur régulier dans les termes des anciens articles 110 et 137, c'est-à-dire un porteur dont le nom eût été exprimé au titre, aurait acquis le bénéfice du privilège. Mais ces décisions sont en réalité muettes sur ce dernier point, le motif tiré de l'irrégularité de l'effet étant à lui seul suffisant.

D'autre part, une décision caractéristique de la Cour de Cassation du 3 novembre 1911 (*Recueil de la Gazette du Palais*, 1912-1-200) interprétant l'article 27 de la loi du 17 mars 1909 déclare que le porteur des billets ne peut pas invoquer l'article 27 dont s'agit, mais peut toujours se prévaloir du

droit commun et des dispositions de l'article 136 C. Commerce.

3° Période de 1921 à 1933.

Dès 1921, le Tribunal de Commerce de la Seine (22 juillet 1921 ; *G. Palais*, 1921-2-175) refusait de considérer comme subrogé dans les droits du vendeur le tiers-porteur des billets de fonds, et ce jugement était confirmé par la Cour de Paris par arrêté du 2 mars 1923.

Le même Tribunal rend un jugement le 1^{er} décembre 1922 confirmé sur appel par la Cour de Paris le 27 décembre 1923 (*Gazette des Tribunaux*, 29 septembre 1924) qui tend à contredire implicitement celui du 22 juillet 1921, car ses motifs affirment le principe du transfert à l'endossataire de tous les droits et actions qui appartiennent au vendeur.

A partir de 1926, on constate que les juges hésitent de plus en plus au sujet de la solution qu'il faut donner à cette question. Ils restent impressionnés par les règles du droit commun sur les effets de la clause à ordre et de l'endossement, et, et même temps, l'argument tiré de la rédaction de l'article 27 de la loi du 17 mars 1909 retient de plus en plus l'attention de toutes les juridictions qui sont appelées à statuer sur ce point.

C'est ainsi que le Tribunal de Commerce de Marseille, jugement du 2 mars 1926 (*Rec. Marseille*, 1927-1-131, déboute un porteur pour ce motif que l'acte de vente ne mentionnait pas l'émission des billets.

Le Tribunal de Commerce de Lyon, le 3 octobre 1927 (*Gazette Judiciaire et Commerciale de Lyon*, 1928-3-28) considère que les billets ne font qu'un avec l'acte de vente lorsqu'ils y sont mentionnés, et que l'article 27 de la loi de 1909 peut alors être applicable.

Le Tribunal de Commerce de Marseille, jugements du 24 novembre 1927 (*Journal des Notaires*, 1928, p. 853) et du 7 février 1928 (*Rec. Marseille*, 1928-1-1931) rend des décisions dans le même sens, mais accentue sa rigueur en exigeant :

a) que la subrogation par endossement des billets soumis soit stipulée à l'acte de vente ;

b) que cette subrogation soit stipulée au bordereau d'inscription du privilège du vendeur ; que la subrogation ainsi convenue et l'inscription prise soient mentionnées dans chacun des billets.

Cependant, à la même époque, le Tribunal de Commerce du Havre, dans un jugement du 14 septembre 1928 (affaire Leterrier c. Lalouette et Seuret ès. q. ; *Recueil du Havre*, 1928-1-227) admet la prétention du Syndic Seuret faisant plaider que les billets de fonds ne sont qu'une modalité de paiement et ne peuvent constituer le titre dont parle l'article 27 de la loi du 17 mars 1909. Mais ce jugement est réformé par la Cour de Rouen : arrêt du 19 juin 1929 (*Recueil de Jurisprudence Commerciale et Maritime du Havre*, 1929-2-214). Cet arrêt est rédigé d'une façon explicite et très ferme. Il expose tout d'abord qu'il ne saurait être dérogé à la règle générale de l'article 136 du Code de Commerce que par un texte précis. L'article 27 de la loi du 17 mars 1909 ne présente pas ce caractère. Edicté dans l'intérêt des cessionnaires de créances privilégiées, cet article a pu préciser que l'endossement d'un titre à ordre d'une nature quelconque aurait pour effet de transférer le bénéfice du privilège ; mais rien n'autorise à interpréter ce texte comme annulant l'article 136 C. Com. en matière de vente de fonds. En outre, la Cour précise qu'à son sens l'article 27 est spécialement applicable aux billets de fonds quand ils ont été

mentionnés à l'acte de vente dont ils font ainsi partie intégrale. Dans tous les cas, dit la Cour, il ne saurait être objecté que les billets de fonds peuvent n'être pas remis à un seul endossataire, car une créance privilégiée peut être divisible.

Dans le sens de ce dernier arrêt de la Cour de Rouen interviennent un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du 6 mai 1927 (*Gaz. Palais*, 1927-2-466) et un arrêt de la Cour de Paris du 4 mai 1927 (D. P. 1928-2-176).

En sens inverse, un arrêt de la Cour de Rouen du 11 février 1932 (*Gazette Judiciaire et Commerciale de Lyon* du 27 avril 1932), un arrêt de la Cour de Rouen (*Recueil Le Havre*, 1930-2-214) et un arrêt de la Cour de Lyon du 11 février 1932 (Demoiselle Chomette c. Milliat-Delarosa) admettent de plein droit l'endossataire au bénéfice de la subrogation.

Deux arrêts de Lyon du 23 mai 1933 et d'Aix du 10 mai 1933 (D. P. 1934-2-41, note Chéron) appliquent un système particulièrement équitable et judicieux.

La Cour de Lyon décide que les sûretés sont transmises quand il est précisé dans le billet qu'il ne fait qu'un avec le solde du prix de vente et bénéficie des garanties stipulées à l'acte. La Cour d'Aix adopte la même solution quand les traites souscrites portent la mention « valeur reçue en paiement de fonds de commerce ».

En réalité, dans ce cas, le tireur n'avait pas mentionné la valeur fournie, mais la provision. On doit d'ailleurs remarquer qu'en matière de billet à ordre il est normal que le souscripteur mentionne au pied de la lettre de change la provision, tandis que la valeur fournie ne peut être indiquée que dans le premier endossement par le bénéficiaire.

4° Période postérieure au 15 janvier 1934.

Un arrêt très important de la Chambre des Requêtes, confirmant un arrêt de la Cour de Paris décide que les billets ne transmettent le privilège du vendeur que moyennant une subrogation régulièrement inscrite (Req. 15-1-34. *Rec. Gaz. Palais*, 1934-1-454, affaire Cruvellier c. Veuve Blanchot). Il est à prévoir que cette décision fera jurisprudence.

Pendant que cette jurisprudence hésitante cherche à se déterminer, plusieurs décisions sont rendues qui présentent des caractères spéciaux et qu'il convient de citer à part.

Ce sont notamment :

1° Un arrêt de la Cour de Cassation, Chambre des Requêtes du 25 novembre 1929 (*Recueil du Havre*, 1930-2-29) qui confirme un arrêt de la Cour de Paris du 21 février 1928 (*Recueil du Havre*, 1928-2-149. Affaire Loeillot ès. q. contre Bonnet).

La Chambre des Requêtes décide que la conservation du privilège du vendeur d'un fonds de commerce régulièrement cédé n'implique nullement les formalités prescrites par l'article 1690 du Code Civil.

2° Un jugement du Tribunal de Commerce du Havre du 8 juillet 1930 (*Rec. du Havre*, 1930-1-225). Aff. dame Gosselin c. époux Carbon et I. Savary ès. q.

Une dame Gosselin avait vendu aux époux Carbon un fonds stipulé payable partie en espèces comptant, et partie en effets de commerce.

En exécution de ce contrat de vente, les époux Carbon ont remis à la dame Gosselin des billets souscrits par un tiers. Les époux Carbon se sont portés « conjointement et solidairement responsables du paiement des billets ». La dame Gosselin a demandé à être relevée de sa déchéance

et à affirmer sa créance devant le juge-commissaire de la faillite Carbon.

Le syndic a prétendu et le juge admis que les billets constituaient un paiement et qu'il y avait novation, et, qu'en outre, la dame Gosselin n'ayant pas avisé la caution du non-paiement des billets à l'échéance avait encouru la déchéance du porteur négligent. Après plusieurs années, Carbon ne pouvait plus poursuivre par voie de subrogation le souscripteur des effets et se trouvait déchargé à l'égard de la dame Gosselin par application de l'article 2037 du C. Civil.

Il faut retenir de ce jugement que le tribunal avait regardé la remise de billets souscrits par un tiers comme un paiement novatoire.

SECTION II

LES CONSÉQUENCES DU TRANSFERT DES SÛRETÉS PAR L'ENDOSSEMENT.

Sous la réserve de l'examen des conditions nécessaires pour la régularité de la transmission, le transfert des sûretés qui accompagnent les créances gagées sur un fonds de commerce entraîne les principales conséquences que nous allons indiquer.

Il convient tout d'abord de remarquer que le transfert de sûretés a lieu soit qu'il s'agisse du privilège du vendeur, soit qu'il s'agisse du privilège du créancier nanti.

Si l'on adopte la théorie libérale, il n'y a aucune raison de former une distinction entre la transmission du privilège du vendeur et le privilège du créancier nanti, puisque la transmission se produit non pas en vertu des dispositions de la loi qui régissent ces diverses sûretés, mais en conséquence des caractères généraux des titres à ordre.

Mais la transmission des privilèges et garanties entraîne diverses conséquences.

§ 1. — *L'action résolutoire.*

Il a été jugé que le créancier subrogé au privilège du vendeur était subrogé également au bénéfice de l'action résolutoire et qu'il pouvait exercer cette action.

C'est ce qui résulte d'un arrêt de la Cour d'Aix-en-Provence du 17 novembre 1932, aff. époux Gallas c. Baudouin et Précis. La Cour s'est appuyée pour donner cette solution sur l'article 2 de la loi du 17 mars 1909.

Cet article dispose que « l'action résolutoire, établie par l'article 1654 du Code Civil, doit, pour produire effet, être mentionnée et réservée expressément dans l'inscription. Elle ne peut être exercée au préjudice des tiers après l'extinction du privilège ».

Cette action est donc l'action en résolution pour non-paiement du prix. La disposition de la loi de 1909 prévoyant qu'elle ne peut être exercée au préjudice des tiers après extinction du privilège est identique à la disposition de l'article 7 de la loi du 23 mars 1855 sur la transcription hypothécaire qui a pour objet l'action résolutoire de l'article 1654.

Cette action résolutoire peut être exercée même après la perte du privilège à l'encontre de l'acheteur seul. C'est ce qui résulte de la rédaction de l'article 2 de la loi du 17 mars 1909 indiquant que l'action résolutoire ne peut être exercée « au préjudice des tiers » après disparition du privilège. Elle peut donc être exercée si les tiers ne doivent pas en souffrir. Par « tiers » il faut entendre, suivant la jurisprudence, les sous-acquéreurs et créanciers qui ont régulière-

ment conservé leurs droits (Req. 17 mai 1923, *Journal des Faillites*, juillet et septembre 1923).

Mais la doctrine (Cendrier n° 302) se basant sur le rapport Cordelet de 1914, prétend que les créanciers chirographaires sont eux aussi des tiers au sens de l'article 2.

L'endossataire des billets de fonds peut donc exercer son action résolutoire, aux termes de l'arrêt que nous venons de rapporter, s'il est régulièrement subrogé au bénéfice du privilège du vendeur.

L'arrêt en question ne recherche pas en vertu de quelle règle générale le bénéfice de l'action résolutoire a été transféré au subrogé.

Il analyse les textes et réfute l'argument tiré de la rédaction de l'article 2 de la loi de 1909, qui aurait exclu du bénéfice de cette action le subrogé, comme étant restée muette à son égard et n'ayant parlé que des vendeurs.

Mais, dit l'arrêt, l'article 1654 C. Civil ne mentionne pas non plus le subrogé au vendeur, et cependant « nul ne lui conteste le droit à l'action résolutoire ». La loi de 1909 s'étant référée à cet article, il faut appliquer les mêmes règles aux deux espèces.

Cependant, une question intéressante se pose, qui ne paraît avoir encore fait l'objet d'aucune jurisprudence.

Suivant l'opinion unanime des auteurs et des tribunaux, l'endossement du titre à ordre entraîne la transmission des sûretés en même temps que celle de la propriété du titre.

Mais les partisans de la théorie rigoriste de la transmission des sûretés en matière de fonds de commerce se fondent sur une interprétation étroite de l'article 27 de la loi de 1909 ainsi conçu :

« Si le titre d'où résulte le privilège est à ordre, la négo-

ciation par voie d'endossement emporte translation du privilège ».

Or, l'action résolutoire a une vie indépendante du privilège dans les rapports du vendeur avec l'acheteur. Il suffit pour qu'elle prenne naissance qu'elle soit mentionnée et réservée expressément dans l'inscription.

A son égard, par suite, l'article 27 ne peut pas s'appliquer. Le droit commun reprend son empire et l'action résolutoire est transférée par simple endossement. Son exercice seul est suspendu si le privilège du vendeur a péri.

§ 2. — *La division des privilèges et de l'action résolutoire.*

Les billets de fonds peuvent être remis soit en bloc à un seul endossataire, soit divisément à plusieurs.

Dans le premier cas, si le transport du privilège a été régulièrement effectué, l'endossataire peut exercer sans difficulté le privilège et l'action résolutoire, dont il est seul bénéficiaire pour la totalité.

Si les billets de fonds n'ont pas été tous endossés à un seul cessionnaire, plusieurs hypothèses peuvent se présenter.

Dans le cas où la subrogation au privilège n'a pas été régulière, l'endossataire a acquis la propriété de l'effet mais non pas le bénéfice du privilège du vendeur ou de nantissement.

Le bénéficiaire des billets, qui est resté créancier privilégié d'une partie du prix, peut exercer ses droits, c'est-à-dire réaliser son gage.

La réalisation du gage ne souffrira aucune difficulté. Le

prix sera distribué dans les formes prévues par le Chapitre III de la loi de 1909.

Par contre, il peut paraître *à priori* difficile de déterminer si un seul porteur d'un billet de fonds ou un créancier pour partie du prix, peut demander à exercer le bénéfice de l'action résolutoire en l'absence des autres créanciers.

On sait que l'action résolutoire est divisible en principe quand son objet est lui-même divisible. Ce ne peut être le cas dans notre hypothèse, car le fonds de commerce est une universalité juridique et n'est pas susceptible de fractionnement.

Mais, en outre, l'exercice de l'action résolutoire paraît indivisible quand il existe plusieurs ayants droit d'un vendeur (Voir Planiol et Ripert, tome X, n° 171). La chose a été jugée par le Tribunal Civil du Nord, 2 avril 1930 (*D. H.*, 1930, 359) pour le cas où les ayants droit du vendeur sont ses héritiers. Par analogie, la situation étant identique, on doit l'admettre aussi pour le cas où les ayants droit sont des porteurs de billets.

Chaque créancier « ne peut agir en résolution que pour sa part et portion du prix, ainsi que le dit Tribunal du Nord précité, de sorte que l'action du créancier ne pourrait aboutir qu'à la résolution d'une quote-part du fonds de commerce.

Cette solution, contraire à la nature des choses, doit donc être écartée.

§ 3. — *L'ordre des privilèges entre subrogés.*

Lorsqu'un créancier inscrit a subrogé plusieurs tiers dans son privilège de vendeur, il y a lieu de déterminer l'ordre

suivant lequel doivent venir les créanciers dans la distribution du prix.

Les arrêts de la Cour de Paris et de la Chambre des Requêtes (*Rec. Gaz. Pal.*, 1934-1-454) qui ont statué sur l'interprétation de l'article 27 de la loi de 1909 ont donné une solution à cette question dans un cas d'espèce intéressant.

Une demoiselle Miller avait remis par acte notarié en date du 19 août 1925 à titre de gage à Veuve Lebert une créance sur la vente d'un fonds de commerce. La Veuve Lebert est subrogée dans l'inscription du privilège et la subrogation est inscrite en marge de l'inscription le 31 août 1925, l'acte de vente étant d'ailleurs remis à Veuve Lebert.

D'autre part, le 1^{er} septembre suivant, la même demoiselle Miller endosse des billets de fonds à un sieur Cruvellier et déclare le subroger dans le privilège du vendeur. Cette subrogation est inscrite le 10 septembre suivant.

Veuve Lebert prétendit être payée par priorité.

De son côté, Cruvellier éleva la même prétention. Il présentait à l'appui de sa thèse divers moyens :

Tout d'abord, il est tiers-porteur des billets et doit être payé par priorité.

Ensuite, la cession de créance est nulle comme n'ayant pas été suivie de la remise des billets. Et la subrogation dans le privilège est nulle en vertu de la maxime : « *Accessorium sequitur principale* ».

Ce litige a été tranché par les deux degrés de juridiction, Tribunal et Cour d'Appel, et par la Cour de Cassation (Chambre des Requêtes) en faveur de la Veuve Lebert.

La Cour d'Appel argumente de la façon suivante :

En matière de vente de fonds de commerce et par application des principes posés par l'article 24 de la loi du 17 mars 1909, les billets de fonds ne sont que de simples modalités

de paiement, dont l'endossement ne suffit pas à transférer le privilège.

Le titre constitutif de la créance en l'espèce c'est l'acte de vente. Or ce titre n'est pas à ordre. Cruvillier ne peut donc pas se prévaloir de l'endossement des billets à son profit.

D'autre part, il y a eu une subrogation du privilège au profit de la Veuve Lebert, subrogation qui a été inscrite le 31 août 1925.

Une subrogation, qui est inscrite le 10 septembre suivant, est également effectuée au profit de Cruvillier.

Il en résulte que la Veuve Lebert a la priorité et qu'elle doit être payée la première, le rang des créanciers gagistes entre eux étant déterminé aux termes de l'article 12 de la loi du 17 mars 1909 par la date de leurs inscriptions.

D'ailleurs, Cruvillier ne peut pas prétendre que la cession de créance consentie à la Veuve Lebert serait nulle à l'égard des tiers, c'est-à-dire de Cruvillier, comme n'ayant pas été dénoncée au débiteur conformément à l'article 1690 du Code Civil. En effet, il ne s'agit pas d'un conflit entre deux cessionnaires successifs de créance, mais entre deux cessionnaires subrogés dans un privilège sur un fonds de commerce. La loi de 1909, par suite, est seule applicable.

La Chambre des Requêtes adopte la même argumentation :

Le rang des créanciers gagistes entre eux, aux termes de l'article 12 de la loi du 17 mars 1909, est déterminé par la date de leurs inscriptions.

Cette dernière affirmation nous semble sujette à critique car l'article 12 vise l'établissement des gages et non pas leur transfert.

Si la solution donnée par l'arrêt doit être approuvée c'est

d'une part que la subrogation pouvait être faite en dehors de la cession de créance du prix de vente du fonds de commerce car la subrogation constituait la garantie d'une créance dont la venderesse du fonds, Demoiselle Miller, était titulaire à l'encontre de Veuve Lebert, et d'autre part que la subrogation n'est soumise à aucune condition de forme et est opposable aux tiers dès qu'elle a acquis date certaine, suivant la règle admise en droit commun en matière de privilèges et d'hypothèques (Civile 21 mai 1901. D. P. 1901-1-321).

Nous allons maintenant examiner de plus près les caractères de la subrogation.

a) *Nature de la subrogation dans les privilèges.*

La Cour d'Appel et la Chambre des Requêtes ont tout d'abord admis dans l'espèce précitée que le conflit soumis à leur juridiction s'élevait entre subrogés dans un même privilège et non pas entre cessionnaires d'une même créance.

Cela suppose que la subrogation dans les privilèges du vendeur et de nantissement peut avoir lieu indépendamment de toute cession de la créance que les privilèges en question pouvaient primitivement garantir.

C'est ce qui est admis en droit civil pour l'hypothèque et pour les privilèges de droit commun. Malgré l'opinion contraire de quelques auteurs, la jurisprudence et la doctrine sont actuellement fixées en ce sens (Voir Planiol et Ripert, tome XIII. Becqué, *Sûretés réelles*, n° 1303 et suivants).

Un arrêt ancien de la Cour de Cassation, Req. 25 janvier 1853 (D. P. 53-1-12) avait repoussé l'idée qu'on puisse céder une hypothèque indépendamment de la créance garantie. Mais la même Chambre des Requêtes, arrêt du 31 janvier

1883 (D. 83-1-316), admet au contraire cette opinion désormais solidement établie, dans ses motifs, sans donner de plus amples explications.

La Cour de Toulouse, arrêt du 29 février 1892 (D. 92-2-277), adopte une solution semblable.

Cette solution est d'autant plus certaine que la validité de ces opérations (transfert isolé d'un droit de préférence) a été législativement consacrée pour l'hypothèque légale de la femme mariée.

L'explication qui paraît la plus juste est celle qui est donnée par E. Becqué, tome XIII du traité de Planiol et Ripert, n° 1303 : l'intention des parties est de ne faire qu'une convention de garantie. Le subrogeant donne, et le subrogé reçoit une sûreté spéciale. Le transfert du privilège est donc indépendant du transfert de la créance ; il est fait à titre de garantie.

Rien ne s'oppose à ce que la même solution soit adoptée en matière de fonds de commerce. Aucun texte n'interdit cette pratique et les parties, en l'absence de dispositions spéciales de la loi, sont libres de convenir ce qu'elles veulent.

Becqué (*op. cit.*) analyse cette subrogation comme une constitution au profit du subrogé sur l'hypothèque du subrogeant. Par analogie, on pourrait voir dans la subrogation, dans les privilèges établis par la loi de 1909, comme un nantissement sur nantissement.

b) Transfert conjoint de la créance et de la sûreté.

Mais la situation juridique des parties n'est plus du tout la même lorsque la créance du subrogeant est transportée au subrogé parallèlement au transport de la garantie.

En effet, il n'est plus possible d'admettre que le subro-

geant reste titulaire de la garantie puisque la disparition de la créance entraîne la disparition de la garantie. La situation est donc la suivante : le premier titulaire de la créance l'abandonne ; la garantie dont il bénéficiait disparaît à son égard. C'est donc une valeur qu'il ne peut plus donner en garantie. Pour qu'elle subsiste, il faut que le véritable titulaire de la garantie soit le titulaire nouveau de la créance. Il y a eu donc un double transfert en propriété : celui de la créance et celui de la garantie.

c) Transfert d'une créance en nantissement et transfert parallèle du privilège.

Lorsqu'une créance est donnée en gage, le véritable créancier ne change pas.

Il en résulte :

1° Que ce créancier peut valablement rester privilégié et nanti au regard de son débiteur ;

2° Que la subrogation à la garantie correspond bien, dans ce cas, à une transmission indépendante de la créance au profit du subrogé.

Les dispositions des articles 1692 et 2112 C. Civil sont inapplicables en matière de nantissement, car elles ne visent que la cession de créance. La subrogation des sûretés doit, par suite, être spécialement prévue.

Il convient de remarquer que l'article 26 de la loi du 17 mars 1909 n'est pas applicable à la constitution en gage de la créance suivant les termes de l'article 91 du Code de Commerce.

L'article 26 dispose, en effet, que c'est « la négociation » du titre à ordre qui emporte « translation » du privilège. Le terme « négociation » employé par la loi indique bien

que l'opération envisagée est un transport de la propriété de la créance, et non pas une constitution en gage.

Le terme de « translation » du privilège indique bien aussi qu'il s'agit d'un changement dans la propriété du privilège, et non pas d'une subrogation à titre de garantie.

d) Quelle créance le privilège cédé peut-il garantir ?

Nous avons vu que la subrogation pouvait avoir lieu en dehors de toute transmission de la créance que le privilège garantissait.

Mais on sait que, dans notre législation, le privilège, que ce soit le privilège du vendeur ou le privilège de nantissement, est un droit accessoire, ce qui entraîne une double conséquence :

D'une part c'est un droit accessoire en ce que le subrogé ne peut exercer le privilège que s'il est lui-même créancier. D'autre part, comme nous l'avons vu, le privilège disparaît si la créance qui lui sert de support disparaît elle-même.

Or le subrogé peut être créancier à plusieurs titres.

Tout d'abord, il peut être créancier du subrogeant. Et il peut aussi l'être du débiteur du subrogeant. Suivant les circonstances et les conventions intervenues, le privilège garantira l'une ou l'autre de ces créances.

Dans le premier cas, le subrogé ne fait qu'exercer, à l'égard du propriétaire du fonds, le privilège du subrogeant.

Dans le second cas, si la créance du subrogeant lui a été cédée, le subrogé est bien devenu seul titulaire du privilège. Mais si cette cession de créance n'a pas eu lieu, et que le subrogé soit créancier de son propre chef du proprié-

taire du fonds, la subrogation consiste bien en un nantissement du privilège, comme nous l'avons vu plus haut.

§ 4. — *Ordre entre cessionnaires de fractions de la créance.*

Dans le paragraphe précédent, nous avons examiné le cas d'un ordre entre subrogés, quand, par hypothèse la créance n'a pas été régulièrement cédée.

De plus, l'espèce qui a fait l'objet de la décision de la Chambre des Requêtes du 15 janvier 1934 (Cruvellier contre Veuve Blanchot) visait un cas dans lequel la subrogation avait été faite deux fois par l'intégralité de la garantie.

Mais une autre hypothèse peut être envisagée.

Elle se présente notamment lorsque le prix est représenté par des billets de fonds, et que ces billets sont négociés séparément à divers endossataires.

Dans ce cas, en droit commun, les tiers-porteurs sont cessionnaires de la créance. Et ils peuvent se prévaloir des garanties et notamment de l'hypothèque par le seul effet de l'endossement (Req. 10 août 1831, 21 fév. 1838, 11 juillet 1839, R. 267. Colmar 30 déc. 1850, 29 mars 1852, DP 54-2-145. Aubry et Rau, t. III, § 266).

D'autre part, tous ces tiers-porteurs doivent venir au même rang, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper des dates des endossements successifs (R. P. Dalloz, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 1003).

Cette hypothèse est complètement distincte de celle que nous avons examinée dans les pages qui précèdent.

Cependant, il importe de remarquer que la solution de droit commun, admise par une jurisprudence constante lorsqu'il s'agit de l'hypothèque, ne saurait être appliquée en matière de fonds de commerce quand les billets sont distincts

de l'acte de vente, si l'on se rallie à la dernière jurisprudence de la Cour de Paris et de la Chambre des Requêtes.

Faute de cession de créance dans les termes des articles 1689 et suivants du Code Civil, les subrogations devront être inscrites dans les termes de l'article 12 de la loi de 1909. On peut d'ailleurs se demander si la Chambre des Requêtes ne serait pas amenée à exiger l'inscription des subrogations dans tous les cas de cession effectuée autrement que par l'endossement de l'acte de vente du fonds de commerce.

§ 5. — *Exercice du droit de privilège par subrogation pour les intérêts non stipulés.*

La jurisprudence accorde au créancier le droit de réclamer des intérêts à l'acheteur du fonds même dans le cas où la stipulation d'intérêts n'a pas été formulée, et cela par application de l'article 1652 du Code Civil.

« L'acheteur doit l'intérêt du prix de la vente jusqu'au paiement du capital... »

« Si la chose vendue et livrée produit des fruits et autres revenus... »

(Dans le même sens, Houpin, n° 266, § 1^{er} et R. P. Dalloz, v° *Fonds de commerce avec la jurisprudence citée*. Alger, 6 juillet 1877, *Rec. Alger* 1877-382).

Mais lorsque le prix a été réglé en billets de fonds, les intérêts seront-ils dûs, même sans stipulation ? Une jurisprudence ancienne avait statué négativement (V. R. P. Dalloz, v° *Fonds de commerce*, n° 217. Civ. 29 nov. 1852. Sirey, 1852-1-7-91). Un arrêt de la Cour de Rouen (3 novembre 1931. *Veuve Mallanger c. époux Jois*, *Rec. Havre*, 1932-2-27) a décidé, au contraire, que « la partie du prix de vente convenue à terme » produisait des intérêts de plein droit. Cette

solution est certainement la véritable, en égard aux termes formels de l'article 1652 C. C., qui a abandonné le système de notre ancien droit qui admettait que les choses frugifères vendues à crédit ne produisaient pas intérêts (Voir Planiol et Ripert, tome X, n° 147, page 155 en note. — *Contra* : Houpin, n° 266, § 2, qui ne donne pas de motifs).

Il convient d'admettre la même règle quand le prix est convenu en billets de fonds.

Quels vont être les droits à cet égard d'un endossataire de billets de fonds ? Nous supposons que les billets ont été endossés sans qu'une stipulation spéciale relative aux intérêts ait été formulée.

Lorsque la créance du vendeur a été cédée à un tiers dans son intégralité, il n'est pas douteux que l'acquéreur acquiert *ipso facto* le droit du vendeur aux intérêts, même en l'absence de toute stipulation.

La créance transférée telle qu'elle existe n'a pas changé de nature ni de caractère. La situation du débiteur n'est pas modifiée et il ne serait pas équitable qu'il puisse devoir plus ou moins par l'effet de la cession. D'autre part, le cédant a touché la valeur de sa créance. Il ne lui est donc plus rien dû de ce chef. Il ne peut donc plus percevoir les fruits ou revenus d'un bien qu'il a aliéné. Le cessionnaire, au contraire, a acquis un bien déterminé avec tous ces éléments. L'un de ces éléments étant précisément aux termes de l'article 1652 C. C. la faculté de produire intérêts, le cessionnaire est en droit de réclamer le paiement de ces intérêts à l'échéance.

Il en est de même lorsque la cession est partielle ou fractionnaire, et faite suivant les formalités de l'endossement de billets à ordre ou d'effets.

Les intérêts font, en effet, partie intégrante du prix et il n'est pas normal de les en détacher.

§ 4. — *La transmission du privilège
et la loi du 5 juillet 1933.*

Il convient de rappeler ici la disposition de la loi du 5 juillet 1933 en ce qui concerne le droit du porteur au bénéfice du privilège.

Aux termes de la loi, les billets souscrits par le débiteur du prix en remplacement des billets anciens conservent le privilège du vendeur au profit du tiers-porteur.

Le législateur n'a pas voulu frustrer le créancier privilégié d'un de ses droits essentiels par l'effet de la novation résultant de l'établissement de nouveaux billets.

On peut remarquer cependant qu'il aurait été suffisant de dire que les nouveaux billets ne faisaient pas novation aux anciens, sauf en ce qui concerne l'échéance.

Il aurait ainsi évité de prendre position au sujet du problème de la transmission des sûretés.

Mais nous nous trouvons en présence d'un texte extrêmement net et qui ne nous semble laisser place à aucune ambiguïté.

Il n'est pas possible de dire que la loi du 5 juillet 1933 a pu viser, dans cette disposition spéciale, les obligations à ordre qui font partie intégrante de l'acte de vente. Le premier paragraphe de la loi a pour objet « l'effet à ordre souscrit en paiement du prix d'achat » d'un fonds. Le billet de fonds qui fait l'objet de la loi est donc bien « la modalité de paiement » qui a suscité la jurisprudence rigoriste des Cours d'Appel et de Cassation.

SECTION III

APPRÉCIATION GÉNÉRALE SUR LA THÉORIE
DE LA TRANSMISSION DES SURETÉS.

L'article 27 de la loi du 17 mars 1909 dispose :

« Si le titre d'où résulte le privilège inscrit est à ordre, la négociation par voie d'endossement emporte la translation du privilège ».

Et le parag. 3 de l'article unique de la loi du 5 juillet 1933 : « Le nouveau billet à ordre remis au tiers-porteur sera considéré comme substitué au précédent et bénéficiera comme lui de tous les droits dans l'inscription du privilège de vendeur qui lui étaient attachés ».

Ces deux textes sont essentiels parce qu'ils ont pour objet exprès et direct les conditions du transfert du privilège par l'endossement.

Or, ils paraissent se contredire d'une façon irréductible. D'après l'article 27 le transfert d'un privilège n'aurait lieu que par endossement du contrat de vente ou du contrat de nantissement, et d'après la loi du 5 juillet 1933 ce transfert aurait lieu par endossement du billet.

Un premier point nous paraît très vraisemblable, c'est que l'art. 27 n'a pas eu pour but tant de restreindre les effets nouveaux de l'endossement des titres à ordre que de préciser au contraire que l'endossement pouvait transmettre les privilèges.

Il convient, en effet, de se rappeler qu'à l'époque où la loi sur les fonds de commerce a été votée, la discussion essentielle portait sur les effets de l'endossement du titre à ordre constitutif du contrat d'hypothèque ou de nantissement lui-même.

Les auteurs et la Cour de Cassation avaient eu à se pré-

occuper à de nombreuses reprises de cette question. L'un des arguments des adversaires de la théorie de la transmission était fondé sur les termes de l'article 2152 du Code Civil qui prévoit que le changement du domicile élu dans l'inscription ne pouvait être requis que par les cessionnaires par acte authentique. A quoi l'on répondait d'ailleurs que l'article 2152 n'imposait pas le changement du domicile élu, et qu'au surplus l'article 2152 avait pour objet non pas la transmission du droit, mais seulement la modification de l'inscription (V. Ronel, *op. cit.*, et Merlin dans *Revue du Notariat et de l'Enregistrement*, 1865, t. VI, p. 176). En outre, disait-on, si l'on admet que l'endossement transporte l'hypothèque, les notifications aux fins de purge sont difficiles si la créance est à ordre, et impossibles si elle est au porteur, puisque les notifications doivent être faites au créancier. On ne trouvait à cela qu'une réponse, à savoir que la notification au premier créancier inscrit suffisait.

C'est sans doute pour éviter des discussions sur le principe même de la transmission des accessoires de la créance par l'endossement que l'article 37 a été dans la loi de 1909.

L'article 27 n'a donc pas la portée décisive que veulent lui donner les défenseurs de la théorie rigoriste.

Il reste cependant que cet article établit une relation entre la transmission des sûretés par endossement et la forme « à ordre » du titre qui constate le privilège.

Comment donc concilier sa rédaction avec le paragraphe 3 de la loi du 5 juillet 1933 ?

On n'y peut parvenir qu'en distinguant entre les divers billets de fonds ainsi que l'a fait la jurisprudence dans sa troisième période, de 1921 à 1933.

Les billets de fonds, même distincts du titre constatant le contrat de vente, emportent translation du privilège par

endossement ; mais cet avantage n'est pas attaché à tous les billets.

Seuls en bénéficient les billets créés au moment de la vente, de telle sorte que le titre de vente formera la preuve du contrat et que les billets constitueront des reconnaissances de dettes souscrites par l'acheteur.

Ce n'est donc que par un abus de langage que l'on peut dire que le prix du fonds est payé en billets. Le prix ne sera réglé que par l'argent versé à l'échéance des billets et effets.

Un raisonnement identique doit être tenu à l'égard des billets garantis par un nantissement.

Cette solution présente l'avantage de concilier deux textes qui sont contradictoires hors du domaine commun que nous venons de délimiter.

Voyons maintenant le contenu de l'article 27.

Le premier point qu'il faut d'abord mettre en évidence, c'est que l'article 27 n'a pas pour objet l'inscription mais le privilège.

Il ne vise pas le titre mentionné à l'inscription, mais le titre d'où résulte le privilège.

Il convient dès lors de faire certaines distinctions.

La première concerne d'abord le contrat de nantissement.

Le fonds de commerce peut être nanti soit en garantie d'une dette née en même temps que le nantissement et constatée dans le même acte, soit en garantie d'une dette constatée dans un autre acte que le nantissement : Le propriétaire du fonds aura par exemple donné son aval pour la bonne fin d'une traite souscrite par un tiers et aura donné son fonds en nantissement en garantie de son aval.

Dans cette dernière hypothèse, la négociation du titre constatant le nantissement emportera translation du pri-

vilège, mais le transfert de la créance n'en résultera pas. Comme nous l'avons vu plus haut, la transmission de la sûreté n'est pas nécessairement fonction de la transmission de la créance garantie.

Mais la négociation du titre de créance supposé à ordre comportera-t-elle de plein droit transfert du privilège ?

Nous croyons que l'on peut sans inconvénient conclure par l'affirmative, si l'existence de l'obligation à ordre est constatée dans le contrat de nantissement.

La seconde distinction se rapporte au privilège du vendeur.

L'article 27 précise que la négociation par voie d'endossement emporte translation du privilège quand le titre « d'où résulte le privilège inscrit est à ordre ».

Cette stipulation permet de dire que, lorsque les billets ont été souscrits par le vendeur postérieurement au contrat de vente, leur endossement ne transporte pas le privilège.

Il n'y a, en effet, aucun rapport nécessaire entre le contrat d'où le privilège résulte et les billets.

D'autre part, cette solution est conforme à la notion technique traditionnelle du titre à ordre.

La souscription du billet, l'acceptation de la lettre de change, n'est pas une obligation formelle et détachée de sa cause réelle.

Cette souscription, consentie dans le contrat même de vente et de nantissement, se confond donc avec la dette réelle du souscripteur. Or cette dette est une dette privilégiée et assortie de certaines sûretés. Il est donc normal que sa transmission comporte la transmission des accessoires qui font corps avec elle.

Dans la note parue sous l'arrêt de la Cour de Lyon du 23 mars 1933 (D. P. 1934-2-41 précité), M. Chéron fait une

distinction. Il expose que les sûretés ne sont pas attachées à la créance cambièrre, c'est-à-dire à l'acceptation formelle du tiré, et que, par suite, l'endossement ne peut pas les transmettre en même temps que cette dette formelle assimilable à une délégation. Par contre, le porteur aurait le droit de se présenter comme propriétaire de la provision, transmise en vertu de l'article 116, par. 2 du Code de Commerce. Mais en ce cas le porteur risquerait de se voir opposer les exceptions. Cette théorie, ingénieuse, conduit à des difficultés inextricables, puisque la solution du problème, dans chaque espèce, dépendrait du choix du porteur. En réalité, on n'y échappe que si l'on admet que le porteur est propriétaire d'une seule créance, la provision, transmise en principe avec ses accessoires (sauf les exceptions que nous avons dites) cette créance étant purgée de tous ses vices par l'effet d'une double formalité : l'acceptation et l'endossement. Tout au moins faut-il admettre que la dette formelle, résultant de l'acceptation, vient se confondre avec la dette résultant de la provision.

L'émission de l'effet à ordre, et sa transmission, ne sont pas des délégations de créance.

Si l'acceptation d'une traite constituait une acceptation de délégation, le transport des sûretés ne s'effectuait pas.

En effet, l'accepteur, délégué, prendrait la place du bénéficiaire comme débiteur de l'endossataire. Mais les sûretés dont il s'agit ne garantissent pas la dette du bénéficiaire envers l'endossataire. Elles garantissent la dette personnelle de l'accepteur envers le bénéficiaire du titre, dette dont la cause réside dans la vente du fonds qui lui a été consentie.

Au contraire, ces sûretés sont étrangères à la dette du bénéficiaire du titre à ordre envers l'endossataire. Cette dette

est une dette certaine. Et le débiteur délégué consent purement et simplement à la prendre à sa charge.

Nous devons donc conclure que si les titres à ordre devaient être considérés comme des délégations de créance, les solutions que nous avons défendues plus haut devraient être tenues pour fausses.

Remarquons ici que les théories legalistes fondées soit sur une interprétation de la volonté du législateur, ou sur la notion de l'ordre public (Valéry), soit sur les nécessités des affaires, ne peuvent pas nous aider à résoudre le problème de la transmission des sûretés. Ni l'ordre public ne paraît intéressé à ce qu'un porteur de billet puisse faire vendre à son profit exclusif le fonds de commerce du souscripteur, ni la rapidité des transactions commerciales n'exige que la même boutique soit immédiatement appréhendée par le liquoriste ou marchand de fonds qui a spéculé sur l'insolvabilité de ce médiocre détaillant.

Par contre, la transmission des sûretés cadre avec la théorie de l'endossement-cession de créance. Non qu'il soit nécessaire d'identifier ces deux procédés techniques l'un à l'autre.

Il suffit de comprendre que l'endossement transfère un bien.

Dans ces conditions, la transmission des sûretés par l'endossement ne se déduira pas des dispositions de la loi positive qui ont pour objet la cession de créance en tant que catégorie juridique bien définie.

Elle se comprendra comme une règle à la fois coutumière et logique. C'est tout d'abord une règle coutumière, parce qu'elle s'est imposée à la suite de nombreuses décisions de jurisprudence. C'est ensuite une règle logique comme conséquence du principe que l'accessoire suit le principal.

Conciliable avec la technique juridique, la théorie de la transmission des sûretés par endossements satisfait en outre l'équité et ce doit être la raison déterminante qui doit emporter notre choix.

L'équité est le rapport d'identité des valeurs des deux biens échangés ou des prestations fournies de part et d'autre.

Or, on peut dire que la transmission de plein droit, et par l'endossement, des sûretés ne choque en rien l'équité, et qu'au contraire l'absence de transmission des dites sûretés détruirait l'équilibre des deux biens ou des deux prestations échangées.

Si l'on examine les rapports du bénéficiaire et de l'endossataire, on constate que le bénéficiaire possédait une créance assortie de certaines garanties qui en constituaient l'accessoire. Aucune raison ne peut lui faire retenir cet accessoire qui ne présente plus d'intérêt pour lui, et qui, en réalité, est anéanti par la disparition du principal qui lui servait de support. Le paiement effectué correspond donc à la valeur totale du principal et de l'accessoire. Bien au contraire, l'endossataire est fondé à prétendre que le bien dont il devient propriétaire doit présenter les mêmes avantages que celui qui était entre les mains de l'endosseur. Sinon, il n'y aurait plus équivalence entre la valeur versée par lui à l'endosseur — et qui, comme nous venons de le voir, correspond nécessairement au principal et à l'accessoire — et la créance qu'il veut recouvrer. Cet argument, utilisable dans tous les cas quelle que soit la nature juridique de l'endossement, justifie la transmission des sûretés dans les conditions que nous avons exposées.

D'autre part, ou si l'on analyse maintenant les rapports de l'endosseur ou du bénéficiaire avec le souscripteur ou

l'accepteur de l'obligation à ordre, on doit constater que sa situation n'a pas empiré.

Ayant reçu un bien, le fonds de commerce, il doit le payer dans des conditions déterminées.

Que ce soit l'endosseur ou le bénéficiaire qui présente le titre en paiement, il en doit le montant et sous les mêmes astreintes.

Mais il est un point qu'il importe de faire ressortir. Les tiers sont intéressés au premier chef dans toutes les trac-tations qui ont pour objet l'établissement et la transmis-sion des sûretés.

On doit donc préciser ici que cette transmission des sû-retés de plein droit dans les conditions que nous avons dites, c'est-à-dire lorsque l'existence des effets à ordre est men-tionnée dans l'acte de vente, ne peut pas leur nuire. En effet, d'une part ils sont prévenus par l'inscription de l'existence d'un privilège non radié. S'ils veulent ne pas traiter autre-ment qu'avec le propriétaire d'un fonds libre de toutes charges réelles, ils doivent faire radier l'inscription. S'ils veulent traiter avec le créancier, par exemple acquérir la créance ou se faire subroger dans le privilège, ils doivent se faire remettre les billets mentionnés à l'acte de vente ou de nantissement, acte qu'ils sont toujours libres de se faire délivrer ou communiquer.

Au surplus, un cessionnaire de créance privilégiée, un endossataire, ou un subrogé dans le privilège, doit avoir la prudence de se faire remettre le bordereau d'inscription, et l'acte qui constate le privilège.

C'est tout d'abord un droit pour lui, ainsi qu'il a été jugé (voir notamment Pau, 18 mai 1905, D. P. 1907-2-316, aff. Coustarot c. Salin) que de se faire remettre le titre, et mo-

tamment toute grosse notariée, même lorsque la cession de créance n'a été que partielle.

L'endossataire d'un seul billet de fonds aura donc le droit d'exiger la remise de l'acte de vente ou du contrat de nantissement et celle du bordereau d'inscription ou leur dépôt chez un tiers.

D'autre part, la créance étant la propriété de l'endossataire avec tous ses accessoires, ce dernier est en droit de faire ordonner la vente, en vertu des articles 16 et 27 combinés de la loi de 1909, s'il établit la preuve de l'existence du privilège en produisant ou faisant produire par tout détenteur l'acte qui le constate.

L'article 16 prévoit que la vente sera ordonnée « même en vertu de titres sous seings privés ». Etabli pour apporter une dérogation à la règle que la voie parée ne trouve d'application qu'en vertu de titres authentiques, cet article n'impose pas la production du titre au tribunal avec plus de rigueur que ne l'exige le droit commun des preuves. Il en résulte notamment que la preuve par témoin devrait être admise en cas de perte du titre par cas fortuit (art. 1348, § 4, C. Civil).

L'original d'ailleurs peut avoir été remis au greffe en vue de l'inscription du privilège, en vertu de l'article 24 de la loi de 1909. Il suffit que cet original puisse être consulté, et il peut toujours l'être, pour que la preuve soit établie.

Quant au bordereau d'inscription, il n'est même pas absolument nécessaire ; nul article dans la loi de 1909 n'en impose la production. Tout intéressé peut y suppléer en se faisant délivrer par le greffe un état complet des inscriptions et transcriptions.

Rien au surplus n'oblige l'endossataire ou le subrogé à faire inscrire en marge la transmission du privilège qui lui

est consentie. Cela ressort des articles 27 de la loi de 1909 et 1692 du Code Civil.

La loi n'a pas prescrit de délai pour l'inscription des antériorités et subrogations (Cendrier, n° 851. Trib. Com. Grenoble, 19 janv. 1912. *Gaz. Palais*, 1912-1-235). Elle n'a même pas imposé la nécessité de l'inscription. Nous avons vu plus haut, en outre, que la mention en marge ne sert même pas à établir un rang entre subrogés et cessionnaires d'antériorités.

SECTION IV

QUESTIONS ANNEXES.

§ 1. — *La transmission des sûretés par endossement et le crédit documentaire.*

On a voulu justifier la théorie de la transmission des sûretés par simple endossement en rappelant la pratique du crédit documentaire. M. Chéron (note sous Lyon, 25 mars 1933, D. P. 1934-2-41) s'élève contre cette assimilation. Mais il donne pour seule raison le fait que le rattachement d'une sûreté à l'effet de commerce doit avoir lieu par une clause expresse. Il considère l'effet comme une délégation.

En réalité, il faut distinguer trois cas :

1° Le gage documentaire a été stipulé par mention sur la traite ; ou bien il a été tacitement convenu par remise concomitante au tiers-porteur des deux titres : traite et connaissance. L'endos de la traite transfère le gage ; l'endos du connaissance transfère la possession. C'est un cas analogue à celui du transfert du privilège sur le fonds par endos du titre de vente à ordre ;

2° Le gage a été tacitement convenu. L'endosseur de la traite omet d'endosser le connaissance. Le gage (sinon la possession) est cependant transféré. Cette hypothèse corres-

pond à celle de l'endossement d'un billet de fonds ne portant pas mention du privilège ;

3° Le vendeur caf se trouve être créancier gagiste à l'égard de l'acheteur sur la marchandise vendue. L'établissement d'une traite libre va-t-elle de plein droit transférer le gage ? Il nous semble bien que c'est l'hypothèse envisagée par M. Chéron dans sa note (D. P. 34-2-41 ; ligne 51). Nous ne croyons pas que ce transfert de plein droit soit possible. Cette solution nous semble contraire en effet autant à la volonté présumée des parties qu'à l'intérêt des tiers. Elle impliquerait une application absolue et rigide de l'article 1692.

§ 2. — *Le transfert des sûretés et le recours en garantie.*

La théorie du transfert des sûretés au profit du dernier porteur est en outre la seule qui permette d'expliquer qu'un endosseur après avoir remboursé un endossataire puisse poursuivre la réalisation du gage contre le souscripteur.

En effet, si la sûreté n'avait pas été transmise à l'endossataire, elle aurait définitivement disparu après l'endossement de l'effet, l'accessoire ne pouvant survivre au principal.

Si l'on veut que le dernier garant du remboursement de l'effet puisse poursuivre la vente du fonds, il faut que le privilège suive le sort de la créance à chaque transmission.

§ 3. — *Le transfert des sûretés et l'inscription de l'escompte de l'effet en compte courant.*

L'inscription de l'escompte de l'effet de commerce dans un compte courant n'entraîne pas novation, car ce n'est pas l'effet de commerce lui-même, c'est-à-dire la créance sur le souscripteur, qui est intégrée dans le compte cou-

rant, c'est l'avance consentie au remettant (V. Hamel, *Traité des opérations de Banque*). Au surplus, le banquier n'inscrit-il pas dans le compte le montant de l'effet, mais le net produit de l'escompte. Par suite, la créance du banquier escompteur contre le souscripteur est-elle bien toujours identifiée à la provision de l'effet. Il en résulte que l'inscription de l'escompte au compte courant du remettant ne fait pas disparaître le nantissement ni, d'une façon générale, les sûretés qui garantissent le recouvrement de la provision.

§ 4. — *La purge des exceptions en matière de transmission des sûretés.*

Quel va être l'effet de la transmission d'un privilège sur les vices dont ce privilège est grevé ?

A. — Dans une première hypothèse, on suppose tout à la fois que la sûreté est transférée en vertu d'un acte de subrogation exprès et que le transfert par endossement est impossible. En vertu du principe : *nemo plus juris transferre potest quam ipse habet*, les vices qui diminuent le droit passent à l'acquéreur.

Ce principe général s'applique en particulier en matière de cession de créance, les exceptions acquises contre le cédant demeurant opposables au cessionnaire (Planiol et Ripert, t. VII, n° 1126) comme en matière de vente en général le vendeur étant garant de l'éviction et des charges non déclarées (Planiol et Ripert, t. X, n° 97).

On peut considérer comme une application de ce même principe la règle que le « subrogé ne peut exercer l'hypothèque que dans les mêmes limites et sous les mêmes conditions que le subrogeant pourrait le faire lui-même » (Planiol et Ripert, t. XIII, n° 1303).

B. — Transfert de la sûreté par endossement.

On suppose, dans une seconde hypothèse, que la sûreté est transférée par endossement en vertu notamment de l'article 27 de la loi du 17 mars 1909. Ou bien l'on admet que l'endossement du billet emporte comme conséquence nécessaire le transport de la garantie.

Les vices qui sont des vices de forme de la sûreté tels que ceux qui tiennent à une nullité dans l'inscription ne sont pas purgés par l'endossement, pas plus que les nullités de la lettre de change qui sont des nullités de forme. Il en serait de même de toutes les nullités qui tiennent à une disposition impérative de la loi ; comme par exemple le nantissement du fonds de commerce d'autrui, si l'on admet par analogie que la règle de l'art. 2129 est applicable aux fonds de commerce. De même encore les faits modificatifs des inscriptions en tant qu'elles intéressent les tiers sont opposables aux porteurs (Cf. Challamel. *Les cédules hypothécaires*, page 94, et Aubry et Rau, tome V, paragraphes 281 et 288).

Par contre, les exceptions qui tiennent à un vice de la volonté sont purgées dans les mêmes conditions que s'il s'agissait de vices grevant la créance garantie. Les mêmes raisons militent, en effet, dans l'un et l'autre cas, en faveur de cette solution soit que l'on justifie l'inopposabilité des exceptions par l'idée de l'ordre public (Valéry) ou par des raisons pratiques tirées de la nécessité d'assurer la circulation du titre et la sécurité des porteurs, ou par l'idée d'un engagement direct du constituant envers le dernier porteur.

CHAPITRE III

Le paiement.

§ 1. — *Droits et obligation du porteur à l'échéance.*

Le souscripteur des billets doit les payer à l'échéance au porteur (art. 129 à 135 C. Com. et 187 C. Com.).

Le débiteur est en droit, de son côté, d'exiger la remise du titre de créance. Cette règle doit être appliquée quand le titre de créance est représenté par des effets souscrits.

Il appartient donc au débiteur d'apporter la preuve que le créancier ne peut ou ne veut lui remettre le titre de créance et les billets.

Sinon, le porteur du billet serait en droit de faire procéder aux mesures d'exécution prévues par la loi. Il peut, dès l'échéance, et sans même avoir fait dresser le protêt, procéder à une saisie-arrêt, puisqu'il a entre les mains un titre échu. Il peut aussi procéder à la sommation prévue par l'article 16 de la loi du 17 mars 1909 et, huit jours après cette sommation, faire ordonner la vente du fonds. Le porteur n'a pas besoin de faire offre de restituer les billets contre paiement. C'est ce qui a été jugé dans une affaire *Demoiselle Chomette c. Milliat-Delarosa* (Cour de Lyon, 11 février 1932). Il n'y a rien en effet dans la loi de 1909, ainsi que le constate l'arrêt de Lyon, qui impose l'offre de cette restitution. Cependant, le créancier agira prudemment en faisant cette offre dans sa sommation. Il existe, en effet, diverses décisions en sens contraires (Paris, 13 novembre 1920. G. T. 1921-2-165 ; Trib. Com. Seine, 15 juin 1919. *Gaz. Trib.*, 1921-2-170). On paraît craindre que les billets

ne soient ou ne puissent être remis entre les mains d'un tiers-porteur, qui pourrait ensuite réclamer un second paiement. Mais cet argument ne porte pas, car il faudrait adopter la même solution pour toutes les sommations ou commandements qui précèdent toute mesure d'exécution. Le raisonnement ci-dessus avait été soutenu devant la Cour de Lyon, car les billets portaient en endossement la signature du poursuivant. La Cour a écarté cet argument de fait en constatant que les billets étaient bien restés entre les mains du prétendu endosseur.

§ 2. — *Recours contre une caution.*

Lorsque le billet est garanti par une caution ou un donneur d'aval, le tiers-porteur qui veut conserver son recours contre le garant doit tout d'abord sauvegarder sa créance et ses accessoires.

Aux termes de l'article 2037 du Code Civil, la caution est, en effet, déchargée lorsque par le fait du créancier la subrogation dans les droits et privilèges du créancier ne peut plus s'opérer en faveur de la caution. Et il a été jugé que l'article 2037 C. Civ. s'applique même quand la subrogation est devenue impossible par la simple négligence du créancier (Req. 2 déc. 1895, D. P. 96-1-255). La déchéance se produira par conséquent lorsque le créancier aura omis de prendre ou de renouveler une inscription pour conserver une sûreté convenue.

Une application particulière de cette règle a été faite par une décision du Tribunal de Commerce du Havre (affaire Dame Gosselin c. Epoux Carbon. Trib. Com. Havre, 8 juillet 1930, *Recueil du Havre*, 1930-1-225).

La dame Gosselin avait vendu aux époux Carbon un fonds de commerce payable partie en billets, partie en espèces.

Les époux Carbon ont donc remis à la dame Gosselin un certain nombre de billets souscrits par un tiers. Après plusieurs années, les billets étant restés impayés, la dame Gosselin a demandé à être relevée de sa déchéance et à être admise au passif de la faillite Carbon.

Le Tribunal ayant admis que l'engagement des époux Carbon était un cautionnement a déclaré déchu de son recours la dame Gosselin, qui n'avait pas avisé la caution qui était désormais sans recours utile contre le souscripteur des effets.

§ 3. — *Les saisies-arrêts et oppositions à paiement.*

Aux termes de l'article 149 du Code de Commerce, aucune opposition n'est recevable au paiement d'une lettre de change en dehors des deux cas énumérés par ledit article, qui sont ceux de perte et de vol.

En outre, les règles prévues pour la lettre de change sont aussi applicables en matière de billet à ordre.

Il a été fait application des dispositions des articles 149 et 187 C. Com. par un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine rapporté dans la *Gazette du Palais* : Année 1933-2-349. Il ne saurait donc être fait opposition au paiement des billets de fonds dans les termes du droit commun. Il n'y a pas lieu de distinguer, suivant l'opinion la plus généralement admise, entre l'opposition faite par un créancier du porteur et l'opposition faite par un créancier du tireur ou d'un des endosseurs (Lyon-Caen, tome IV, 313 et suiv.). Dans le sens contraire, voir Trib. Civ. Montpellier, 8 juin 1910, Coste-Floret c. Pech (*Gaz. Pal.*, 1910-2-90).

Il en résulte qu'une saisie-arrêt ne peut pas remplacer l'opposition prévue par l'article 3, parag. 4 de la loi du 17 mars 1909. Si l'opposition de l'article 3, parag. 4 est

inopérante, la saisie-arrêt n'immobiliserait pas la provision des billets de fonds entre les mains du souscripteur, sauf dans les deux cas exceptionnels de l'article 149.

Cette règle est particulièrement lourde de conséquences quand, le délai de dix jours étant expiré, les billets ont été remis par l'intermédiaire au vendeur.

La remise, en effet, a été faite de bonne foi par l'acheteur. Il est donc contraint de payer au porteur, quel qu'il soit, sans responsabilité à l'égard de l'opposant ni du saisissant.

Au contraire, si les billets sont toujours entre les mains de l'acheteur ou de l'intermédiaire, l'opposition de l'article 4 peut être faite, d'après la jurisprudence la plus large.

§ 4. — *L'exigibilité des billets de fonds.*

Les billets de fonds sont payables à leur échéance. Mais certains événements rendent le prix de vente exigible immédiatement. Lorsque les billets sont entre les mains du vendeur, du fait de ces événements, les billets deviennent exigibles si l'on admet qu'ils se confondent avec la créance du prix de vente.

Si l'on admet, au contraire, que la souscription du titre à ordre est un acte formel, qui puise toute son efficacité dans une volonté déclarée de s'obliger, la remise des billets de fonds n'ayant aucun rapport avec la vente devrait empêcher le vendeur de se prévaloir des motifs d'exigibilité qui découlent du contrat.

Nous ne connaissons pas de décision qui ait refusé à un vendeur le bénéfice de l'exigibilité immédiate de la totalité du prix pour le motif que les billets lui auraient été remis en règlement du prix et que la provision des billets ne se confondrait pas avec le prix lui-même.

Par contre, la jurisprudence est divisée quand il s'agit d'apprécier les droits des tiers-porteurs à l'exigibilité immédiate des billets non échus.

Les causes d'exigibilité sont assez diverses :

Il y a tout d'abord les clauses insérées dans le contrat (Voir Cendrier, n° 260 et la note). Les parties stipulent que la totalité du prix sera due en cas de revente du fonds de commerce et lorsqu'un seul billet reste impayé à l'échéance.

D'autre part, toutes diminutions de sûretés promises par l'acheteur, telles qu'un changement dans l'enseigne, un arrêt dans l'exploitation, un changement dans la nature de la clientèle (Lyon, 24 août 1903. *Gaz. Com. Lyon*, 27 octobre 1903 ; C. Seine 4 juin 1926. G. P. 1926-2-352), le retrait d'un associé (C. 20 déc. 1900. D. P. 1901-1-218) rendraient exigible la totalité du prix.

Il y a, en outre, les clauses légales d'exigibilité prévues par l'article 13 de la loi de 1909.

Aux termes de cet article, les créances non échues sont ou peuvent être déclarées exigibles dans deux cas :

1° Au bénéfice des créances inscrites quand le fonds a été déplacé ;

2° Au bénéfice des créances chirographaires (et par suite au bénéfice du vendeur dont le privilège n'a pas été conservé) en cas de constitution d'un nantissement.

Examinons tout d'abord la situation du tiers-porteur quand l'exigibilité découle d'une clause du contrat.

Dans la théorie formaliste, les billets de fonds endossés à des tiers-porteurs ne peuvent devenir exigibles à moins que la clause d'exigibilité ne soit reproduite sur le billet (En ce sens, aff. Tournant c. Veuve Manprinez. Paris, le 4 janvier 1899. D. 1900-2-121).

D'après d'autres décisions de jurisprudence (Trib. Civil

de la Seine, 14 juin 1898. Trib. Com. 100-170. Paris, 28 décembre 1923 ; *G. P.* 21 septembre 1924), les tiers-porteurs peuvent se prévaloir des clauses d'exigibilité du contrat.

Dans ce système on admet que la créance du prix du fonds fait toujours corps avec la provision du billet, que cette provision est inchangée et non modifiée.

Au moment où l'effet a été souscrit, les parties n'ont certainement vu qu'une seule créance, celle du prix du fonds, fractionnée en billets qui sont avant tout des moyens de recouvrement, affectés de certains caractères dont l'exigibilité, à des dates déterminées, est le principal.

L'obligation de payer, sous peine d'exigibilité, a donc bien été valablement contractée et aucun fait de la part du souscripteur ne vient l'en délier.

Le problème est donc le même que pour le transfert des sûretés. Tout revient à savoir si l'endossement équivaut à une cession de créance, ou plutôt tout découle de la notion formelle ou réelle que l'on se fait du titre à ordre et de la nature de la créance transmise par endossement.

Toutefois, il existe en cette matière une différence qui résulte de l'inapplicabilité de l'article 27 de la loi de 1909. Nous avons vu que les solutions données au problème du transport des sûretés pouvaient être différentes dans le cas où la souscription est postérieure à la vente et dans le cas où elle lui est concomitante.

Quand il s'agit de l'exigibilité des intérêts, l'article 27, qui ne concerne que le privilège, ne s'applique pas. Les difficultés d'interprétation de cet article n'ont plus lieu d'être soulevées. Et, par suite, la solution doit être la même, que les billets aient été souscrits avant ou après la vente.

On doit ajouter que les tiers-porteurs peuvent se prévaloir

des clauses d'exigibilités mêmes lorsqu'ils les ont tout d'abord ignorées.

Quelle est maintenant la situation lorsque l'égibilité du prix résulte des faits prévus par la loi de 1909 ?

Le titulaire du fonds qui le déplace doit en aviser les créanciers inscrits. Il ne peut pas aviser les tiers-porteurs quand aucune subrogation n'a été inscrite. S'il n'avise pas le vendeur inscrit, la déchéance du terme profitera de plein droit aux endossataires parce que le droit de demander l'exigibilité dans cette hypothèse est encore un accessoire attaché à la créance du vendeur et transmissible avec elle.

Si le déplacement du fonds, quoique notifié, a lieu sans consentement du vendeur ou du créancier gagiste, le juge peut déclarer la créance du tiers-porteur exigible (art. 13, § 3 de la loi de 1919). Le juge n'aura pas à examiner si le tiers-porteur a eu ou non connaissance des conditions dans lesquelles le fonds a été vendu, s'il a acquis ou non les billets en considération de la valeur du fonds. Sa décision devra être motivée uniquement en tenant compte de la diminution ou du maintien de la valeur du fonds. La même solution doit être adoptée en cas de constitution d'un nantissement, quand le privilège du vendeur n'a pas été inscrit.

*
* *

Lorsque la déchéance est prononcée, le vendeur ne peut pas obtenir de plein droit le paiement des billets d'intérêts dont le montant avait été calculé en tenant compte des termes prévus.

L'acheteur ne doit les intérêts que jusqu'au jour du règlement effectif, sauf s'il a été prévu qu'ils resteraient en tout cas exigibles à titre de clause pénale.

Si donc il a été obligé de payer à un tiers-porteur des billets souscrits en règlements d'intérêts, il peut se retourner en remboursement contre le tireur du bénéficiaire en remboursement de l'indû.

Lorsque la déchéance du terme a été prononcée, le privilège ou le nantissement continue de garantir les billets souscrits pour règlement des intérêts, car ce sont bien les intérêts conventionnels qui courent et non pas les intérêts moratoires légaux.

*
* *

Les conclusions qui précèdent ne choquent en rien l'équité, car le débiteur des billets ayant souscrit une obligation affectée de certains caractères déterminés ne peut se plaindre d'être poursuivi dans les conditions prévues.

Mais quelle sera la situation des endosseurs précédents qui peuvent être assignés en garantie par le porteur ?

A première vue, ils doivent la garantie immédiatement puisqu'ils ont transféré à l'endossataire une créance susceptible d'exigibilité anticipée.

Cette solution heurte l'équité car les endosseurs, par hypothèse, ignorent cette possibilité de déchéance.

On a suggéré de faire donner caution par les endosseurs par assimilation avec l'article 444, paragraphe 2 du Code de Commerce, qui dispose ainsi en cas de faillite de l'accepteur.

Mais cette idée doit être repoussée car la situation n'est pas du tout la même.

La faillite et la liquidation judiciaire sont des faits étrangers à l'endossement comme à la création du billet de fonds.

L'apport d'une caution est une solution de pure oppor-

tunité qui n'est possible qu'à raison de la disposition formelle de la loi prévue par l'article 444.

Par ailleurs, dire que la déchéance est personnelle au débiteur, et n'est pas opposable aux endosseurs, c'est constater la solution plutôt que l'expliquer.

Il est préférable, pour des raisons de justice, de décider que l'exigibilité immédiate n'est pas opposable aux endosseurs. Cette règle doit ainsi présenter la contre-partie de la purge des exceptions.

L'endossement des billets et effets de commerce cesse ainsi d'apparaître comme la simple remise d'une main à l'autre d'une chose matérielle aux contours définis et irréductibles.

La transmission de ces créances, comme celle de toute nature de créance, apparaît comme ce qu'elle est vraiment, une institution, la construction d'un ensemble d'obligations groupées autour d'une obligation primitive.

CHAPITRE IV

Les délais de paiement des billets de fonds.

La souscription de billets et de lettres de change en représentation de prix de fonds de commerce entraîne certaines conséquences quant aux délais de paiement que peut accorder le juge.

Il y a lieu de distinguer le régime de droit commun et le régime exceptionnel institué en 1933-1934.

SECTION I

RÉGIME DE DROIT COMMUN.

Les textes. — Les textes sont l'article 1244, parag. 2 du Code Civ., les articles 157 et 187 C. Com., les articles 15, parag. 2 et 16 de la loi du 17 mars 1909, et l'article 122 du C. de Proc. Civile.

L'article 1244 Code Civ. permet au juge d'accorder des délais modérés pour le paiement et de surseoir à l'exécution des poursuites. Cet article, n'étant contredit par aucune disposition contraire des lois du commerce est applicable même en matière commerciale (Rép. Pratique Dalloz, v° *Obligations*, n° 728).

Cette règle est-elle applicable en matière de vente de fonds ?

§ 1. — *Les billets de fonds ont le caractère d'effets de commerce.*

Lorsque la dette est constatée par des effets de commerce,

il faut tenir compte de l'art. 157 C. Com. qui dispose que les juges ne peuvent alors accorder aucun délai.

Le parag. 2 de l'art. 15 de la loi de 1909 dispose à vrai dire que si un créancier exerce des poursuites de saisie-exécution et demande, en conformité des dispositions de l'art. 15 la vente du fonds, le tribunal fixera au débiteur un délai de payement.

Si la créance est constatée par des lettres de change ou des billets à ordre, est-ce l'article 157 C. Com. ou l'art. 15, parag. 2 de la loi de 1909 qui doit s'appliquer ?

Nous estimons qu'il faut plutôt appliquer la loi de 1909 qui est un texte plus exceptionnel encore que l'article 157 C. Com.

Il suffit de lire le texte de la loi de 1909 pour voir que le paragraphe 2 s'applique à des créances ayant fait l'objet d'une décision exécutoire et qui, par conséquent sont en dehors de la sphère d'application de l'article 1244 C. Civil. L'article 15 en effet vise le cas des demandes de conversion de saisie-exécution en vente du fonds. Pour qu'il y ait possibilité de saisie-exécution, il faut que le créancier soit muni d'un titre exécutoire, c'est-à-dire d'un jugement. Nous verrons plus loin le cas d'un créancier muni d'une grosse notariée.

Le législateur a simplement considéré que la vente d'un fonds de commerce était chose assez grave pour que l'on donne au débiteur une chance de l'éviter.

Dans cette hypothèse, l'existence de titres à ordre n'entraîne donc pas l'impossibilité d'obtenir des délais.

De plus, le paragraphe 2 de l'article 15 ne s'occupe nullement des caractères et de l'origine de la créance. Cette créance peut être soit chirographaire, soit privilégiée par un nantissement sur le fonds ou par le privilège du vendeur.

Cette disposition doit donc s'appliquer, à notre sens, dans tous les cas de conversion de saisie-exécution en vente du fonds.

Si la vente est demandée dans les formes de l'art. 16, le juge peut encore accorder des délais en vertu de l'art. 1244.

Mais l'art. 16 ne renvoyant pas au 2^e paragraphe de l'article 15, aucun délai ne peut, par contre, être accordé lorsque la créance est constatée par un effet de commerce et qu'elle est inscrite. Il n'y a donc pas possibilité pour le débiteur d'obtenir des délais lorsque le créancier demande immédiatement la vente du fonds aux termes de l'article 16. La même solution doit être admise si c'est la résolution de la vente qui est demandée.

Au cours de la discussion de la loi du 5 juillet 1933, au Sénat, il a été soutenu que l'article 1244 pouvait jouer quand le billet à ordre n'avait pas une cause exclusivement commerciale, ce qui est le cas pour les ventes de fonds (*Journal Officiel*, Sénat, 21 Juin 1933, page 1389).

Mais, outre que cette solution est contraire aux termes généraux de l'article 187 C. Com., elle ne pourrait être retenue que dans les hypothèses très rares où l'achat du fonds n'est pas fait dans un but lucratif, par exemple lorsqu'il est acquis en vue de le remettre à un tiers à titre de donation ainsi que nous l'avons vu plus haut.

En fait, les Tribunaux de Commerce n'accablent pas les débiteurs sous la rigueur de la loi de 1909.

Les jugements disposent souvent que la vente sera poursuivie faute par le débiteur de s'être acquitté dans le mois du prononcé du jugement ou de sa signification.

De plus, les lenteurs des formalités de greffe équivalent à des délais supplémentaires qui donnent aux débiteurs la possibilité de verser des acomptes et de se libérer à moins

qu'ils n'aient affaire à des créanciers sans pitié ou à des vendeurs préoccupés avant tout de reprendre leurs fonds. Dans la plupart des cas, l'intérêt du vendeur est de se montrer plus conciliant pour obtenir le règlement d'un prix qui est considérable.

Il est donc peu exact de dire que les débiteurs de billets ne pourront pas obtenir de se libérer par des acomptes, dans les conditions prévues par le rédacteur de l'article 1244 du Code Civil.

En réalité, l'article 1244 C. Civ. lui-même ne correspondait pas aux possibilités de nombreux débiteurs de billets de fonds, et c'est ce qu'on a bien vu au cours de l'élaboration et de l'application des lois de 1933 et de 1934.

§ 2. — *Le titre à ordre, en vertu duquel la vente est poursuivie, n'a pas le caractère d'effet de commerce.*

Si le titre dont le créancier est porteur est une obligation à ordre ne rentrant pas dans la définition des effets de commerce, le juge peut, au contraire, accorder des délais en vertu de l'article 1244 du Code Civil.

Les articles 157 et 187 C. Com. apportent, en effet, une dérogation à l'article 1244 en faveur des porteurs de la lettre de change et du billet à ordre. Elle doit donc être interprétée restrictivement. C'est dans ce sens qu'il a été décidé que la prohibition faite aux juges d'accorder des délais pour les effets de commerce ne s'étend pas aux autres engagements commerciaux (Req. 20 déc. 1842, J. G. obligations 1782. En ce sens, Aubry et Rau, 4^e éd., tome IV, § 319). Il n'est pas possible de l'étendre par analogie aux titres à ordre qui ne sont pas des effets de commerce, car cette règle n'est pas une conséquence nécessaire de la rédaction à ordre. Cela découle de la nature même du délai de grâce qui est

une faveur que la loi autorise les tribunaux à accorder ou à refuser suivant les circonstances. Le délai de grâce est le résultat d'un acte de pure bienveillance de la part du juge. Il ne résulte pas de la nature de la créance. Et il en est de même du refus de tout délai au débiteur d'effets de commerce. Les articles 157 et 187 C. Com. édictent des règles de pure opportunité qui doivent être appliquées restrictivement à la matière prévue par ces textes.

§ 3. — *Le titre est une grosse notariée.*

Si le créancier est porteur d'une grosse notariée, une jurisprudence abondante reconnaît au juge le droit d'accorder des délais au débiteur, nonobstant le titre exécutoire en vertu duquel il est poursuivi (Colmar, 29 juillet 1850. D. P. 52-2-238 ; Alger, 17 février 1864. D. P. 64-5-276 ; Rêq. 8 novembre 1892. D. P. 93-1-339. Et cf. : Aubry et Rau, 4^e éd., tome IV, § 319). Suivant une autre opinion plus ancienne (Pau, 26 novembre 1807, I. g. obligations 1777) l'octroi de délai de grâce serait impossible, car le juge ne peut accorder de délai que dans le jugement qui statue sur une contestation (art. 122 C. Pr. C.).

Cette objection n'est pas déterminante. Supposons que le créancier demande la vente du fonds. Dans ce cas, il existe bien une contestation, puisque le porteur de la grosse doit faire appel à l'autorité du juge. Cette hypothèse rentre donc dans le cadre de l'article 122 Code Pr. Civile, sans que rien dans l'article 16 de la loi de 1909 s'oppose à l'application de l'article 1244 Code Civil. Dans une autre hypothèse, le porteur de la grosse exerce des poursuites de saisie-exécution et la conversion de la saisie en vente de fonds est demandée. Il résulte alors de l'article 15, paragraphe 2 de la loi de 1909, que le juge a non seulement le pouvoir mais

l'obligation de spécifier le délai que le débiteur aura pour se libérer avant la vente.

Malgré tout, les possibilités d'obtenir des délais suffisants restaient très limitées. Le juge, saisi d'une demande en vente de fonds, ne laissait au débiteur que les délais d'usage et se préoccupait rarement des cas spéciaux. Et d'ailleurs peu de débiteurs n'auraient pu tirer argument d'une situation digne de pitié. Et surtout, le juge se trouvait prononcer la vente du fonds par le même jugement qui fixait un dernier terme de libération. Cette vente ordonnée constituait une menace de ruine presque immédiate propre à décourager toute bonne volonté. Il fallait donc trouver un autre système et c'est la loi du 5 juillet 1933, modifiée et complétée à plusieurs reprises, qui est venue le construire.

Nous allons maintenant décrire les nouvelles règles qui doivent, en principe, n'être que transitoires.

SECTION II

LE RÉGIME DE 1933-1934.

§ 1. — *Les textes.*

Les quatre lois suivantes ont été votées :

Loi du 5 juillet 1933, portant dérogation aux articles 157 et 187 C. Com. en ce qui concerne le règlement de billets de fonds de commerce.

Loi du 26 février 1934, complétant les dispositions de la loi du 5 juillet 1933 sur le règlement des billets de fonds de commerce.

Loi du 19 mai 1934, étendant à tous les débiteurs de prix d'acquisition de fonds de commerce les avantages prévus par la loi du 5 juillet 1933 en faveur des souscripteurs de billets de fonds.

Loi du 6 juillet 1934, prorogeant et complétant les dispositions de la loi du 19 mai 1934 concernant le règlement du prix des fonds de commerce.

Les travaux préparatoires principaux sont les suivants :

Loi du 5 juillet 1933. — *Chambre* : Proposition de la loi présentée par M. Gouin le 11 juillet 1932, Annexe 565 I. O. du 25 décembre 1932. — Proposition Déal, 16 juillet 1932, Annexe 625 I. O. de 1933. — Proposition Colomb, 17 novembre 1932, Annexe 813 I. O. de 1933. — Proposition Grisoni, 16 septembre 1932, Annexe 624 I. O. de 1933. — Rapports Lebret, Annexes 815 et 2165. — Débats des 29 décembre 1932 et 4 juillet 1933.

Sénat : Rapport Caillier, Annexe 969 I. O. de 1933. — Avis Lugol, Annexe 392 I. O. de 1933. — Débats des 20 et 22 juin 1933.

Loi du 26 février 1934. — *Chambre* : Projet de loi, Annexe 2398 I. O. de 1933. — Rapport Lebret, 23 novembre 1933, Annexe 2579 I. O. du 11 janvier 1934. — Débats le 23 novembre 1933.

Sénat. — Rapport Caillier, Annexe 684. — Avis Linyer, Annexe 64. — Débats le 23 février 1934.

Loi du 29 mai 1934. — *Chambre* : Rapport Lebret. — Débats du 17 mai 1934.

Sénat : Proposition Thoumyre. — Débats du 19 mai 1934.

Loi du 5 juillet 1934. — Projet de loi, Annexe 3396.

Chambre : Rapport Lebret, Annexe 3711. — Débats du 3 juillet 1934.

Sénat : Débats du 5 juillet 1934.

§ 2. — *Elaboration.*

La loi de base est celle du 5 juillet 1933. C'est elle qui a déterminé les effets essentiels de ce système transitoire. Les

lois subséquentes en ont étendu les dispositions à certains cas qui n'avaient pas été prévus par la loi du 5 juillet. La loi du 5 juillet portait dérogation aux articles 157 et 187 C. Com. en ce qui concerne les effets de commerce à ordre souscrits en règlement du prix du fonds de commerce (voir Chapitre II, section II, § 6).

L'élaboration de la loi du 5 juillet 1932 a été particulièrement difficile et s'est heurtée à certaines résistances. Quatre propositions ont été soumises à la Chambre des Députés, celles de MM. Déat, Gouin, Grisoni et Colomb.

Dès l'origine, il apparaît que l'on arriverait plus aisément à obtenir du Parlement le vote d'une loi accordant des délais, que celui d'une loi accordant des réductions du quantum de la dette. Elles visaient le règlement des billets de fonds, la proposition de M. Déat, ayant plus spécialement pour objet la situation des hôteliers que leurs locataires chômeurs ne payaient plus. Les deux propositions Grisoni et Colomb avaient pour caractéristique spéciale d'instituer un organisme d'escompte des billets de fonds prorogés. Les risques de cet organisme auraient été garantis par l'Etat. En pratique, le résultat de cette nouvelle institution aurait été de mettre à la charge de l'Etat le règlement des billets de fonds, car la seule sûreté dont eût bénéficié l'Etat en dernière analyse ne pouvait être que le fonds de commerce. Il eut été vain d'espérer que l'Etat pût se rembourser au moyen de la vente des fonds de la multitude des petits commerçants. Ces deux propositions constituent en réalité une nouvelle et très importante application du risque social. A ce titre déjà, la création d'une telle caisse d'escompte eût été critiquable. De plus, c'était permettre à des créanciers dont les droits étaient discutés, et qui étaient représentés comme des véritables usuriers aussi bien dans les

réunions publiques qu'à la tribune de la Chambre, de récupérer leurs créances aux frais du Trésor public. L'institution de cette caisse eût été la critique de fait la plus décisive contre les partisans d'une révision du prix des fonds de commerce. Les quatre propositions ayant été renvoyées à la Commission du Commerce et de l'Industrie, M. Lebreton, dans son rapport, proposa un texte simple. Il écartait notamment l'idée d'une caisse d'escompte, sans d'ailleurs développer les critiques dont elle pouvait faire l'objet. Il se borna à préciser qu'il ne convenait pas d'alourdir la proposition de loi, mais d'arriver à un vote rapide. C'est dans ces conditions qu'il proposa l'extension à la matière des billets de fonds, de la possibilité d'appliquer le paragraphe 2 de l'article 1244. Il était prévu que les délais accordés étaient renouvelables. Ce texte était assez obscur et aurait soulevé de grandes difficultés d'application. A s'en tenir à la lettre de la proposition, le juge compétent eût été le Tribunal de Commerce statuant soit sur une demande en paiement, soit sur une demande de délai, puisqu'il n'était pas prévu qu'un autre juge pût être compétent. Mais alors comment eût-il été possible de revenir devant le Tribunal pour obtenir un renouvellement. Il aurait fallu une autre action, intentée par le débiteur.

Devant le Sénat, le rapporteur de la Commission du Commerce et de l'Industrie conclut tout d'abord au rejet, pour des raisons tirées du principe de la non-rétroactivité des lois, de l'intérêt des tiers-porteurs, de l'article 158 C. Com. des règles du crédit commercial et de la nécessité de légiférer pour l'universalité des justiciables et non pour un groupe restreint. Au contraire, le rapporteur de la Commission de législation, M. Lugol, après avoir reconnu « qu'il y avait quelque chose à faire », passa outre aux principes.

La Commission de législation présenta un nouveau texte techniquement mieux conçu que le précédent, mais qui laissait subsister les critiques de fond. La Commission du Commerce s'y rallia et ce texte devint la loi du 5 juillet 1933.

La loi du 26 février 1934 donne lieu à moins de lenteurs. Sur un rapport de M. Lebreton, la Chambre adopta sans discussion le projet de loi déposé par le Ministre du Commerce et de l'Industrie et par le Ministre de la Justice. Le Sénat accepta le texte de la Chambre, que le rapporteur de la Commission du Commerce déclara être simplement interprétatif de la volonté du législateur du 5 juillet 1933. Par contre la Commission de législation donna un avis défavorable parce que le nouveau projet de loi portait une atteinte grave au principe de l'autorité de la chose jugée.

Pendant ce temps, de nouvelles réclamations s'élevaient de la part des débiteurs que l'on avait laissés en dehors des dispositions nouvelles. C'est ainsi qu'intervint la loi du 19 mai 1934, sur une initiative de M. Thoumyre, sénateur, et un rapport favorable de M. Caillier au Sénat.

Entre temps (1^{er} mai 1934), le Gouvernement avait déposé un projet de loi, rapporté par M. Brandon, et amendé par la Commission du Commerce qui avait pour objet, d'une part, le règlement du prix et les délais, et, d'autre part, l'établissement d'une action en révision du montant du prix. Comme le temps pressait, puisque l'application de la loi du 5 juillet 1933 avait été prévue pour un an, le Gouvernement et la Commission du Commerce ont disjoint de ce texte les dispositions qui tendaient à proroger, en l'améliorant, le régime transitoire de la loi du 5 juillet 1933 et du 19 mai 1934. Le nouveau texte de la Commission fut voté par la Chambre et le Sénat les 3 et 6 juillet.

§ 3. — *Titres qui bénéficient des lois de 1933 et 1934.*

ARTICLE PREMIER. — Titres qui bénéficient du nouveau régime d'après leurs dates et leurs échéances.

La loi du 5 juillet 1933 visait les billets souscrits antérieurement au 1^{er} juillet 1932 en paiement du prix d'achat d'un fonds.

Celle du 19 mai 1934 disposait que tout débiteur du prix d'un fonds pourrait obtenir des délais par application de l'article 1244 du Code Civil.

La loi du 6 juillet 1934 n'a pas prorogé l'application de la loi du 5 juillet 1933, mais celle de la loi du 19 mai, et elle a déclaré ces dispositions applicables aux billets souscrits avant le 1^{er} juillet 1932 ou créés en application des lois du 5 juillet 1933 et du 26 février 1934.

Il résultait implicitement de la loi du 5 juillet 1933 que la nouvelle législation n'était pas applicable pratiquement aux billets échus avant la promulgation de la loi. Le parag. 2 disait que le débiteur pourrait appeler le bénéficiaire ou tiers porteur en référé dans la huitaine de l'échéance. A la rigueur, un débiteur de billets échus dans la huitaine de la loi, particulièrement diligent, aurait pu appeler son créancier devant le président. Il aurait dû alors faire déliyrer son assignation dès la promulgation de la loi. Il est possible que certaines instances aient été introduites dans ces conditions, et le juge s'est trouvé valablement saisi. Les billets échus antérieurement au délai de huitaine accordé pour assigner étaient exclus du bénéfice de la loi (Trib. Com. Seine, 12 juillet 1933. Marcilloux c. Tannier et Rougeot). La loi ayant spécifié clairement que le délai courait de la date de l'échéance, la date de promulgation de la loi ne pouvait équivaloir à la date de l'échéance. Décider le

contraire eut été aller contre le principe de la non-rétroactivité des lois. La rétroactivité ne peut être reconnue à un texte légal que si la volonté du législateur a été certaine (Planiol et Ripert, *Droit Civil*, tome VI, n° 28). Et, par voie de conséquence, « la disposition de rétroactivité doit être restreinte aux seuls cas prévus par la loi et ne saurait être étendue par voie d'analogie » (*ibidem*).

La Cour de Paris, par un arrêt du 18 juillet 1933 (D. H. 1933-482, affaire Veuve Depomme contre Epoux Roch) avait même dit que la loi n'avait entendu viser que les billets à échoir. Cet arrêt ne nous paraît pas avoir exactement analysé les textes. La Cour, d'ailleurs, n'avait pas eu à statuer sur le cas précis d'un billet échu dans la huitaine ayant précédé la promulgation de la loi.

Equitablement, cette distinction entre effets échus et non échus avant le 5 juillet 1933 était bien arbitraire. Le législateur du 5 juillet 1933 n'avait pas songé à cette conséquence et la loi du 26 février 1934 supprime toute distinction entre les deux catégories. Sur ce point précis, le principe de la non-rétroactivité n'était pas plus transgressé qu'il ne l'avait été par la loi précédente dont celle du 26 février n'était qu'une conséquence.

Le juge peut-il accorder des délais pour les titres non échus au moment de la demande ? Il ne pouvait avoir de doute sur ce point sous le régime de la loi du 5 juillet 1933, la demande devant être formulée dans la huitaine de l'échéance. Sous le régime actuel, la loi du 6 juillet 1934 (paragraphe 2, article 2) prévoit que le juge « pourra par une même décision accorder des délais pour tous les billets visés au paragraphe 1^{er} venant à échéance avant le 1^{er} juillet 1935.

Il est donc certain que le juge peut accorder des délais

pour des billets non échus, qu'il s'agisse d'effets souscrits avant le 1^{er} juillet 1932 ou d'effets créés en application des lois du 5 juillet 1932 et du 26 février 1934.

Le législateur a voulu éviter la multiplicité des recours et des instances.

La question est de savoir si le débiteur devra attendre l'échéance d'au moins un effet, ou s'il peut devancer cette échéance. Il est plus logique de dire qu'une instance ne peut être introduite que si un effet au moins est échu, car c'est à la date de l'échéance qu'il faut se placer pour apprécier les facultés financières du souscripteur. Au surplus, si le paragraphe 2 de l'art. 2 a été édicté c'est que dans le silence de la loi, il aurait fallu dire que tout billet non échu ne pouvait donner lieu à aucune instance à fin de délai.

Une partie seulement du prix peut avoir été souscrite en billets, le comptant par exemple ayant été stipulé payable comptant. En vertu de la loi du 19 mai 1934, le débiteur pourra demander des délais pour ce comptant, mais non pour les billets non échus à la date de l'audience du juge des référés.

La décision commune doit, en effet, s'appliquer à des billets, d'après le parag. 2, et non pas partie à des billets partie à un prix simplement stipulé dans l'acte de vente.

Il résulte du texte de la loi que les billets souscrits postérieurement au 1^{er} juillet 1932 sont exclus de son bénéfice.

Le Président du Tribunal de Commerce de la Seine, statuant en référé, a cependant rendu une ordonnance aux termes de laquelle des délais modérés ont été accordés pour le paiement d'un billet de fonds, alors que l'achat du fonds avait eu lieu en novembre 1933 (Perrot c. Monicelli, Trib. Com. Seine (référé), 17 août 1934. *Gazette Judiciaire et Commerciale de Lyon*, 1934, p. 304.

Cette décision est, à notre avis, contraire au parag. 2 art. 2 de la loi du 6 juillet 1932. Le juge a estimé que cette considération était primée par celle de l'ordre public. Mais, investi d'une mission spéciale par un texte précis, le juge des référés devrait s'y tenir et ne pas outrepasser les textes. Une telle sentence est essentiellement critiquable. Le juge aurait dû se déclarer incompétent.

Quand il existe des billets de fonds, quels qu'ils soient, c'est la date de leur souscription qui doit être considérée (art. 2, loi du 6 juillet 1934).

Par contre, quand il n'y a pas de billets souscrits latéralement à l'acte de vente, c'est la date de l'enregistrement qui déterminera l'application du régime nouveau (art. 1^{er}, parag. 1^{er}, loi du 19 mai 1934).

Une difficulté peut s'élever quand l'acte de vente et les billets portent des dates différentes. Le billet peut porter une date postérieure au 1^{er} juillet 1932, tandis que l'acte qui constate leur souscription est antérieure. Nous pensons qu'il serait conforme à l'esprit de la loi, sinon à son texte le plus rigoureux, de dire que dans ces conditions le débiteur du billet peut prétendre au bénéfice du régime transitoire. Si le billet porte une trace de grattage, de telle sorte qu'il y ait doute sur la date, on peut se reporter aussi à la date de l'acte enregistré.

ARTICLE 2. — Titres qui bénéficient du nouveau régime suivant leur nature.

A) Au point de vue de la forme.

Les lois du 5 juillet 1933 et du 26 février 1934 n'étaient applicables qu'aux effets de commerce à ordre. Elles ne l'étaient ni aux titres de vente qui n'étaient pas assortis d'effets à ordre, qu'ils fussent ou non notariés, ni aux obli-

gations notariées au porteur (Trib. Com. Roanne, 21 mars 1934. *G. P.* 1934-1-911. Epoux Turet c. Tatu) ni aux billets ou effets au porteur, à s'en tenir au texte de la loi. Cette situation était paradoxale. Tous les titres, qu'ils soient ou non à ordre, peuvent permettre au débiteur d'obtenir des délais.

La loi du 19 mai 1934 a, en effet, accordé ce bénéfice à tout débiteur du prix d'un fonds de commerce. Le sens de cette loi était douteux. La rédaction de son article 1^{er} paraissait très extensive, et semblait englober même les effets visés à la loi du 5 juillet 1933. C'est ce qu'avaient compris un certain nombre de tribunaux et en particulier le tribunal de commerce de la Seine. Cependant, la loi du 5 juillet 1933 continuait d'être applicable et cela ressortait même de l'intitulé de la loi du 19 mai, qui paraissait respecter la vie indépendante des dispositions législatives antérieures. Avec la loi du 6 juillet 1934, ces incertitudes ont pris fin. La loi du 19 mai modifiée est applicable à tous les titres, notamment aux titres à ordre quels qu'ils soient, effets de commerce, grosses notariées, obligations à ordre ou au porteur notariées.

B. — Au point de vue de la nature de la créance.

Les titres qui bénéficient du régime transitoire sont ceux qui ont été souscrits en paiement du prix d'un fonds de commerce. La dette peut résulter soit d'une vente soit d'une attribution (Loi du 19 mai 1934, art. 1^{er}).

En tout cas, il doit s'agir du prix du fonds.

Les effets souscrits en remboursement d'un emprunt et garantis par un nantissement sont exclus du bénéfice du régime transitoire.

Il doit en être de même des effets qui ont constaté un emprunt destiné à rembourser un prix d'achat. Il n'est pas

possible d'étendre, par analogie, l'application des dernières lois à ce cas précis.

On est d'accord pour considérer que le régime transitoire s'applique aux billets souscrits en règlement des marchandises et du matériel comme à ceux qui représentent les éléments incorporels (Cendrier, n° 936). La loi vise le prix sans faire de distinction et le matériel comme les marchandises sont une partie du fonds de commerce. La loi de 1909, article premier, les comprend dans le fonds en les opposant aux éléments incorporels. Le privilège du vendeur et l'action résolutoire garantissent les prix du matériel et des marchandises comme celui des éléments incorporels. Les billets de matériel et de marchandises sont donc bien des billets de fonds.

Par contre, les billets d'enregistrement ne sont pas soumis aux nouvelles lois. L'enregistrement ne constitue pas un prix ou un supplément de prix ; il représente une dette des parties envers l'Administration et ne représente pas la valeur de l'un des derniers éléments du fonds.

Le privilège du vendeur pas plus que l'action résolutoire de l'article 1654 du Code Civil ne peuvent donc garantir les billets d'enregistrement.

Des marchandises et même du matériel peuvent avoir été cédés parallèlement à la cession du fonds de commerce lui-même. Leur prix ne fait pas partie, en ce cas, du prix du fonds de commerce. Les billets qui représentent leur valeur ne sont pas des billets de fonds et le régime des lois de 1933-1934 ne leur est pas applicable. L'examen des conventions montrera quelle a été l'intention des parties et si elles ont ou non voulu comprendre dans le fonds les marchandises et le matériel aliénés.

L'interprétation du contrat sera plus difficile quand les

billets souscrits parallèlement à l'acte de vente auront pour cause la cession d'un bail. Il est à présumer que les parties n'auront pas considéré le bail comme faisant partie du fonds puisqu'elles l'ont exclu des éléments incorporels.

En certains cas, l'existence d'un bail peut être une condition de l'existence ou de la valeur du fonds lui-même.

C'est ainsi qu'un contrat de vente d'hôtel meublé était resté muet sur la durée et le prix du bail. Il a été jugé que la vente n'existait pas faute d'accord sur la chose et sur le prix (Besançon, 14 juin 1926. D. H. 1927, p. 156).

Dans l'hypothèse retenue par la Cour de Besançon et eu égard aux circonstances de fait de la cause, ce motif était peut-être fondé. Il est possible que les parties aient oublié de parler du bail. Mais si un bail avait été cédé ou consenti latéralement, on se serait trouvé en présence de l'aliénation d'un fonds, d'une part, et d'une constitution ou cession de bail, d'autre part. Les deux ventes auraient pu être fonction l'une de l'autre ; elles n'en auraient été pas moins distinctes.

Nous pensons donc que les billets de cession de bail ne sont pas, en principe, des billets de fonds, et que le régime de 1933-1934 ne leur est pas applicable.

§ 4. — *La procédure.*

A) *Accord amiable.*

La loi du 19 mai 1934 dit que le débiteur peut former sa demande « faute d'ententes amiables ».

Quel est le sens de cette expression ?

Elle ne signifie pas que le débiteur doive justifier qu'une tentative d'arrangement ait été infructueuse. Ce serait imposer un préliminaire de conciliation officieux qui n'a ja-

mais été exigé de la loi en matière de référé. De plus, aucun préliminaire de conciliation n'existe devant la juridiction consulaire. La loi du 5 juillet 1933 employant d'ailleurs la même formule et les délais très courts accordés au demandeur pour appeler le créancier en justice auraient été en contradiction avec cette exigence.

Cette formule signifie qu'un accord amiable équivaut à une procédure devant le juge, de telle sorte qu'une instance en référé devient inutile. Pour qu'il en soit ainsi il faut que cet accord soit intervenu dans les mêmes conditions qu'une ordonnance de référé, c'est-à-dire en considération des conditions économiques actuelles et de la situation du débiteur.

Il ressort du texte même de la loi du 19 mai que le débiteur peut se pourvoir en référé « faute d'ententes amiables ». Si un accord est intervenu, et si le débiteur, trouvant insuffisantes les facilités qui lui ont été consenties ; introduit une instance, le juge serait en droit de lui refuser tout délai, motif pris de l'existence de cet accord, et sans avoir à examiner les possibilités financières du demandeur.

B) *Le juge compétent.*

Le juge compétent est le Président du Tribunal de commerce statuant en référé. *Ratione personæ*, le juge est celui du siège du fonds de commerce, soit que ce siège constitue le domicile unique du commerçant, soit qu'on doive le considérer comme domicile d'élection spécial.

Il est d'ailleurs normal que la même juridiction ait à connaître des contestations sur le fonds en vertu de la loi de 1909 et des contestations sur les délais.

C) *Qui peut et doit être appelé en référé ?*

Aucune des quatre lois n'a dit qui devait être appelé en référé par le débiteur du titre. Lorsque le titre n'est pas un

titre négociable par tradition ou endossement, mais un acte de vente, il va sans dire que c'est le vendeur du fonds ou le cessionnaire de ce vendeur.

Lorsque le titre est un billet de fonds, le débiteur doit appeler en justice le tiers-porteur. C'est en effet lui qui est propriétaire du billet et le dernier créancier. Quand plusieurs billets ont été endossés à divers cessionnaires, chacun de ces cessionnaires devra être mis en cause. Dans ce cas, le paragraphe 2 de l'article 2 de la loi du 6 juillet 1934 ne pourra plus jouer, les divers porteurs n'ayant pas d'intérêt commun. Les bénéficiaire et endossataire jusqu'au porteur n'ont pas à être appelés en référé, car ils ne sont plus plus titulaires de la créance ; ce sont des co-obligés éventuels. Le contraire avait cependant été admis par le Tribunal de Marseille (Trib. Com. Marseille, référés, 17 janvier 1934, affaire Bretony-Ganin). Le Président avait jugé que, le tiers-porteur ne s'étant pas fait connaître, le souscripteur avait la faculté d'assigner le bénéficiaire. Celui-ci demandait sa mise hors de cause, motif pris de l'endossement et de la perte de tout recours du tiers-porteur contre lui pour défaut de protêt dans les délais légaux. Cette décision critiquable avait été rendue, pensons-nous, en considération du délai fatal de huitaine importé au débiteur pour former sa demande. Le Tribunal n'avait pas, dans le doute, voulu priver le demandeur de la possibilité d'obtenir des délais en le déboutant de sa demande comme mal formée. Aujourd'hui, un tel motif n'aurait plus lieu d'être retenu.

Il serait, à notre avis, inutile d'assigner le mandataire à l'encaissement. Ce dernier n'a pas qualité pour représenter en justice son mandat. Le véritable tiers-porteur apparaît aisément à la lecture du protêt qui contient la copie du

titre et de ses endossements. C'est le dernier endossataire en pleine propriété qui doit être assigné.

Cependant, lorsque l'effet a été remis à l'encaisseur à titre de gage, nous estimons que ce dernier peut être valablement assigné devant le juge des référés, car il l'autorise à poursuivre le paiement de l'effet, même en justice.

D) *Les délais.*

Les lois du 5 juillet 1933 et du 26 février 1934 imposaient un délai fatal au débiteur pour former sa demande. La première de ces lois prévoyait que la demande devait être formée dans la huitaine de l'échance.

A la suite des décisions de justice qui avaient déclaré que la date de la promulgation de la loi ne pouvait servir de point de départ du délai pour les effets échus, la loi du 26 février accorda une action aux débiteurs de ces effets, sous réserve que le Président du Tribunal serait saisi dans le mois de sa promulgation.

Les lois du 19 mai et 6 juillet 1934 suppriment tout délai fatal pour l'introduction de l'instance.

E) *Les frais.*

Les frais doivent être à la charge du débiteur, le référé constituant une faveur à son profit. C'est ce que décidait la loi du 5 juillet 1933. Cependant, les frais pourraient être mis à la charge du créancier, si celui-ci mettait une obstination particulière à refuser tout délai (Trib. Com. Arles (Référés), 9 novembre 1933, *Gazette des Tribunaux*, 24 janvier 1934).

Sous le régime de la loi du 3 juillet 1933, le juge était autorisé à prononcer une condamnation aux dépens, puisque les frais devaient être immédiatement payés. Avec les lois du 19 mai et 6 juillet 1934 qui n'ont rien disposé à ce sujet, nous sommes revenus au trait commun. Or on discute le

point de savoir si le Président peut condamner aux frais du référé (Cf. R. P. Dalloz verb. Référé n° 133).

F) *Les voies de recours.*

Les décisions du juge sont sans appel (art. 1 et 2, loi du 6 juillet 1934). En raison du caractère formel et absolu des termes de la loi, l'appel ne pourrait même pas être élevé pour incompétence.

Elles ne sont pas non plus susceptibles d'opposition, les ordonnances de référé n'étant pas soumises à cette voie de recours (art. 809 C. Pr. Civ.). Si le Président avait renvoyé au tribunal pour être statué en état de référé, le jugement ainsi intervenu ne serait lui-même susceptible ni d'appel ni d'opposition. La jurisprudence, en droit commun, est constante (Cf. Paris, 9 août 1905, D. P. 1906-2-206). Et il n'y a aucune raison d'en décider autrement, en présence surtout des termes impératifs de la loi du 19 mai.

Le recours de cassation serait ouvert, en tout cas, pour incompétence et violation de la loi (D. P. 92-2-102 note). La tierce opposition ne pourrait pas, d'ailleurs, être soulevée par les tiers tenus avec le débiteur, l'article 4 de la loi du 6 juillet ayant déclaré que les délais accordés par le juge leur bénéficieraient. A leur égard, la décision est rendue comme s'ils étaient présents.

§ 5. — *Le pouvoir du juge des référés.*

A) *Nature des pouvoirs du juge.*

Le Président du Tribunal, statuant en vertu des lois de 1933-1934 a des pouvoirs plus amples que ceux dont le juge des référés dispose habituellement et qui ne comportent pas l'octroi de délais de grâce, car cette mesure peut

avoir pour effet de soustraire définitivement le gage du créancier à toute action utile (Besançon, 10 février 1892 ; D. P. 1894-2-169, note Glasson. — Dijon, 20 novembre 1929 ; D. H. 1930-76). Ainsi que le fait remarquer l'auteur de la note parue sous la loi du 5 juillet 1933 (D. P. 1924-4-146), ces pouvoirs ont quelque analogie avec ceux dont le Président du Tribunal Civil est investi pour le cantonnement des saisies-arêts.

Les pouvoirs du Président du Tribunal doivent être exercés dans les termes de l'article 1244 (loi du 19 mai 1934, article 1^{er}). Cependant l'article 1244 prévoit que le juge doit accorder des délais « modérés » et « en usant de ce pouvoir avec grande réserve ». Il est douteux que le législateur de 1934 ait voulu imposer au Président cette extrême modération. Lorsque les juges ont appliqué de cette façon les textes, les auteurs de la loi ont élevé les plus vives protestations. A certains égards, les pouvoirs du Président du Tribunal de commerce sont plus restreints que ceux du juge de droit commun, car il doit considérer la situation du débiteur en fonction de son aggravation du fait des circonstances économiques. Le régime actuel est donc fondé sur l'idée de l'imprévision. Application de cette règle a été faite par la Cour d'Angers (Angers, 14 nov. 1934 ; D. H. 1935, p. 10) qui a refusé d'accorder de longs délais à un liquoriste qui n'avait pu être sérieusement atteint par la crise. Cependant, le Président et la Cour, en accordant un délai très modéré au demandeur, ont implicitement admis qu'il y avait une sorte de présomption d'une aggravation de la situation de tous les débiteurs. Cet arrêt laisse voir quelle gêne éprouvent les juges à refuser des délais demandés en vertu de la loi du 19 mars 1934.

B) *Limite de ses pouvoirs.*

Le juge a un pouvoir discrétionnaire (Tribunal de Commerce d'Arles (Référés), 9 novembre 1933 ; *Gazette des Tribunaux*, 24 janvier 1934. Dame Develay contre époux Martin). Il n'est pas, en particulier, tenu de vérifier l'impossibilité de payer où se trouvait le demandeur (*ibidem*).

Encore doit-il appliquer ce pouvoir aux choses de sa compétence et dans les limites de la loi.

Nous avons noté plus haut une décision du Président du Tribunal de Commerce de la Seine (Référés, 17 août 1934 ; *Gazette Judiciaire et Commerciale de Lyon*, 1934, page 304) qui outrepassait les pouvoirs du juge, les délais ayant été consentis pour des billets souscrits postérieurement à juillet 1934.

Le juge doit encore examiner si le titre qui lui est soumis est bien un billet de fonds ou un acte de vente de fonds de commerce. Dans la négative, il doit renvoyer le demandeur à se pourvoir devant tout tribunal compétent. C'est ainsi qu'une acceptation avait été apposée par les époux Contel sur un billet de fonds souscrit par un sieur Grandjean à l'ordre d'un sieur Bouchardet (Tribunal de Commerce de Meaux 10 avril 1934 ; Contel c. Bouchardet ; *Gazette Judiciaire et Commerciale de Lyon*, 1934, page 197). L'ordonnance déclare que le code de commerce n'a pas prévu qu'une acceptation puisse être donnée par un tiers qui n'était ni souscripteur, ni bénéficiaire, ni tiers porteur ; et le juge dit « ne pouvoir juger ».

Cette décision doit être approuvée, le Président du Tribunal des référés n'ayant pas qualité pour apprécier au fond la nature de cette acceptation et pour apprécier si elle équivalait à un aval.

La loi du 5 juillet 1933 n'ayant actuellement plus d'effet pour les instances nouvelles, le Président du Tribunal n'aurait pas pouvoir pour l'établissement d'un nouveau billet. Ses seuls pouvoirs consistent à accorder des délais. La signature d'un nouveau titre serait une obligation qu'il ne peut imposer au débiteur.

C) *Les délais.*

Le système de la loi du 5 juillet 1933 a été fortement modifié par la loi du 19 mai 1934.

La première de ces lois disposait que le débiteur pouvait se libérer partie en espèces, partie en un nouveau billet à un an de date. Le juge fixait le montant des espèces que le débiteur devait verser, et qui devaient être au moins équivalents au cinquième du montant du billet augmenté des intérêts et des frais ; il ne devait donc que déterminer le montant des espèces à verser comptant.

La loi du 19 mai accorde au Président des pouvoirs plus larges. Il a compétence pour dire si le débiteur doit ou non faire un versement immédiat, pour déterminer la date des versements ultérieurs et fixer leur montant.

§ 6. — *Effets de l'ordonnance à l'égard des co-signataires.*

A) *Régime de la loi du 5 juillet 1933.*

Ce régime était assez compliqué. Quoique le juge ne puisse plus désormais accorder de délais en vertu de la loi du 5 juillet, il reste en vigueur pour ce qui est des décisions rendues et des effets souscrits en vertu de cette loi.

B) *Inexécution de l'ordonnance.*

Le débiteur devait verser une partie du prix comptant et pour le surplus souscrire un nouveau billet. Le créancier, soit que le débiteur n'en versé pas les espèces payables

comptant, soit qu'il se refuse à souscrire le nouveau billet dans les termes de l'ordonnance, pourra reprendre les poursuites. Il en sera naturellement ainsi lorsque le juge l'aura spécifié. Mais la même règle devra être encore appliquée en cas de silence de l'ordonnance.

Il est, en effet, admis que l'inexécution par le débiteur d'une obligation mise à sa charge, et, par exemple, le défaut de versement d'une des fractions de la dette à la date prévue, entraîne la déchéance du terme pour tout le surplus.

L'exécution de l'ordonnance est en effet une condition essentielle de l'obtention de délais, et le débiteur ne saurait aggraver la situation du créancier en continuant à bénéficier du terme (Voir Garsonnet, t. III, § 559, Aubry et Rau, *op. cit.*, note 25).

C) *Les sûretés du nouveau billet.*

Le nouveau billet est subrogé dans le bénéfice de toutes les sûretés qui étaient attachées à l'ancien. Le tiers-porteur, quel qu'il soit, du nouveau billet pourra donc exercer le privilège du vendeur, et poursuivre l'exercice de l'action résolutoire contre le souscripteur de l'effet nouveau. En même temps du fait de la nouvelle souscription, la créance du prix du fonds de commerce est incorporée dans le billet nouveau. C'est en ce sens que le nouveau billet est substitué à l'ancien.

La loi du 5 juillet n'a pas voulu dire que le billet nouveau bénéficiait d'une subrogation dans tous les droits et actions de l'ancien, de telle sorte qu'un tiers-porteur du billet nouveau puisse actionner un endossataire ou signataire quelconque de l'ancien. On arriverait ainsi à un enchevêtrement de droits et d'actions incompréhensible, et contraire à la nature de l'effet de commerce.

Le porteur du nouvel effet conserve, par contre, son re-

cours contre toutes les signatures dont l'ancien titre est muni, autres que le souscripteur. Mais cela n'empêchera pas les co-signataires de pouvoir se retourner contre le souscripteur, sous réserve d'ailleurs du bénéfice des délais consentis à ce dernier. S'il est de nouveau mis en circulation, et rien dans la loi ne s'y oppose, le tiers-porteur nouveau aura des droits différents suivant que le règlement partie espèces, partie billet nouveau aura été mentionné sur le titre. Si ce règlement a été mentionné, il constituera une exception opposable par le souscripteur. Dans le cas contraire, ce règlement ne sera pas opposable par le souscripteur qui risque de payer deux fois, sauf naturellement son recours contre le bénéficiaire du billet nouveau.

§ 7. — *Sursis à la vente et délais nouveaux.*

A) *Le juge des référés pouvait-il, après une première obtention de délais, en accorder de nouveaux ?*

Il existe dans la loi du 6 juillet 1934 une disposition qui l'admet formellement dans un cas : celui des billets créés en application des lois du 6 juillet 1933 et du 26 février 1934. Ces billets représentaient déjà un délai consenti et la loi prévoit qu'ils pourraient encore bénéficier de nouveaux délais.

Cette disposition jointe à celle de l'article 5 sur la faculté de surseoir à la vente indique quel est l'esprit de la loi : permettre au juge d'accorder de nouveaux délais s'il le juge nécessaire à l'équité ou à l'ordre public.

En droit commun, d'ailleurs, il avait été admis que, dans le cas où une cour a accordé un délai par un premier arrêt, elle peut, par un second arrêt, accorder un nouveau délai (Voir Jurisprudence générale Dalloz sous l'article 1244 Code Civil).

Cette interprétation a d'ailleurs été critiquée et l'opinion

contraire serait plus conforme au texte de l'article 1244 Code Civil, et a été admise par la Cour de Paris (Paris, 2 décembre 1871 ; D. 72-2-71).

Cependant, il est de pratique courante que le Président du tribunal civil, en matière de référés sur procès-verbaux, accorde des délais de grâce, même renouvelés, et même pour des lettres de change, malgré la loi et la jurisprudence des cours d'appel.

On doit donc dire que la possibilité d'obtenir des délais renouvelés en matière de billets de fonds est de l'esprit des lois de 1933-1934. Il en résulte encore que le juge peut accorder des délais, même si un accord amiable est intervenu à ce sujet.

B) *Sursis à la vente du fonds.*

Dans tous les cas, dit l'article 5 de la loi du 6 juillet 1934, le juge peut surseoir à la demande de vente du fonds formulée par défaut de paiement du prix, nonobstant toute décision judiciaire dont serait muni le vendeur.

La loi n'ayant posé aucune condition à ce sursis il en résulte que le juge peut consentir tout sursis jusqu'au 1^{er} juillet 1935 sans imposer aucun paiement d'acomptes ; d'ailleurs, il restera dans les limites de son pouvoir. Mais quel sera le juge compétent ? Nous pensons que ce sera le Tribunal, si l'affaire est pendante devant lui, car il serait bien inutile d'introduire une action devant le Président quand le Tribunal est saisi. Cette solution résulte aussi, à notre avis, de l'article 5 de la loi qui parle « du juge » sans préciser, alors que dans le reste du texte il est spécifié qu'il s'agit du juge des référés.

Si le vendeur est déjà muni d'une décision judiciaire ordonnant la vente, le juge peut encore surseoir (article 5,

§ 2). Le juge des référés peut être alors compétent, à notre sens, quoique la loi ne le précise pas.

Le texte de ce paragraphe 2 est assez obscur. Il semble bien qu'on doive l'entendre dans son sens le plus étendu, c'est ainsi que le vendeur qui, en vertu de l'article 20, sur une poursuite de saisie-exécution, a demandé la vente aux enchères du fonds, peut voir ordonner le sursis à la vente.

§ 8. — *Cas spéciaux : Revente du fonds.*

Saisie-exécution.

A) *Revente du fonds.*

En cas de revente du fonds, le débiteur est-il déchu du bénéfice des délais consentis par le juge ? Nous ne le pensons pas, même quand une clause d'exigibilité a été inscrite dans l'acte de la première vente.

En effet, c'est l'ordonnance du juge et non pas l'acte de vente qui fait désormais la loi des parties, pour ce qui est des billets dont le juge des référés a connus. Pour les billets qui ne lui ont pas encore été soumis, et qui deviennent exigibles du fait de la revente, le débiteur peut se prévaloir des dispositions des lois des 19 mai et 6 juillet 1934, le juge ayant tout pouvoir pour apprécier la situation des parties.

B) *Saisie-exécution.*

Si un vendeur agit non pas en vertu de son titre de vente et des billets de fonds, mais en une autre qualité, par exemple comme propriétaire de l'immeuble dans lequel le fonds est exploité, ou comme fournisseur, il peut exercer des poursuites même de saisie-exécution, et parvenir à la vente. Mais, en ce cas, le débiteur pourra demander la conversion en vente globale du fonds, et le Président pourrait encore user des pouvoirs que lui confère l'article 5 de la loi du 6 juillet pour ordonner le sursis.

CHAPITRE V

La remise en gage des billets de fonds.

Le billet de fonds peut être remis en gage par son porteur à un créancier.

§ 1. — *Etablissement du gage.*

Il faut distinguer l'établissement du gage à l'égard des tiers.

Entre les parties, le contrat de gage commercial s'établira par les moyens admis par l'article 109 du Code de Commerce. Les juges pourront même trouver la preuve juridique d'un gage commercial dans toutes espèces de faits et même dans de simples présomptions.

Par contre, la mise en gage de billets de fonds pour garantir une créance civile s'établira par les moyens de preuve de la loi civile prévus aux articles 1317 et s. du C. Civil.

Toujours à l'égard des tiers, le gage de billets de fonds s'établira soit au moyen des formalités prévues par les articles 2074 et 2075 du Code Civil, soit au moyen d'un endossement (article 91 C. Commerce).

Est-il nécessaire, lorsque les billets de fonds sont constitués en gage au moyen d'un endossement, de préciser que les valeurs sont remises en garantie ?

Nous ne croyons pas que cela soit nécessaire dans tous les cas.

L'utilité de l'endossement est double.

Tout d'abord, il peut servir à établir le contrat de gage ;

ensuite, il constitue la mise en possession du créancier gagiste.

La mise en possession s'établit aussi bien lorsque l'endossement est réalisé par simple apposition de la signature de l'endosseur, que par la stipulation « valeur en garantie » ou « valeur en nantissement ».

Mais la stipulation que le titre a été remis en garantie est-elle nécessaire pour prouver le contrat de gage ?

Cette formalité apparaît comme superflue lorsqu'il existe un titre enregistré, selon les dispositions de l'article 2074, par. 1^{er} du Code Civil, la preuve du contrat étant faite dans les termes de la loi, et l'endossement correspondant à la signification de l'article 2075.

Cette exigence serait encore excessive et superflue à notre avis lorsque le gage est commercial, ou lorsque la créance garantie est inférieure au maximum prévu par l'article 2074 C. C., parag. 2. En effet, les articles 91 et 109 du C. de Commerce prévoient que le contrat de gage en matière commerciale peut s'établir par toutes espèces de moyens, même à l'égard des tiers. L'enregistrement d'un acte écrit n'est donc pas nécessaire pour établir la remise en gage d'un billet de fonds, même lorsque sa mise en possession est constituée par l'endos le plus simple, par la seule signature de l'endosseur.

§ 2. — *Droits du créancier gagiste.*

Faute d'être payé à l'échéance de sa créance principale, le créancier gagiste peut faire vendre les billets qui lui ont été remis en gage, en vertu des articles 2078 C. Civil et 93 C. Com.

Il peut aussi attendre l'échéance des billets et les recouvrer lui-même, aux termes de l'article 91 C. Com., dernier

paragraphe. Dès que le billet aura été encaissé, il se produira un paiement par compensation.

Le créancier gagiste pourra toujours, en vertu du même article, faire protester l'effet impayé et en poursuivre le paiement en justice.

Quels sont les droits d'un créancier gagiste porteur d'un billet de fonds à l'égard du fonds de commerce affecté en paiement dudit billet.

Il a indirectement un privilège sur le fonds lui-même. En effet, le produit du fonds de commerce est affecté par hypothèse au règlement du billet garanti. Or le porteur du billet, créancier gagiste, est seul en droit de recouvrer le billet et d'en employer par privilège le montant au règlement de sa propre créance.

Quoique la remise d'une créance en gage ne comporte pas le transport des sûretés au profit du cessionnaire, cette remise lui procure des avantages analogues à celle d'un endossement en pleine propriété.

Le fonds de commerce garantit le paiement du billet et non pas le paiement de la créance du gagiste contre le propriétaire du billet. Par suite, la propriété du billet n'étant pas transportée au gagiste, ce dernier ne peut pas poursuivre en son nom propre la réalisation du fonds de commerce.

Il ne peut agir que par voie d'action Paulienne en vertu de l'article 1166 du Code Civil. La vente du fonds étant ordonnée, il pourra d'ailleurs prétendre au paiement par privilège du billet qu'il détient à titre de gage.

Si l'on arrive dans les cas précédents, au bénéfice du gagiste, à des solutions pratiques analogues à celles qui doivent être adoptées quand il s'agit d'un endossement en pleine propriété, il n'en va plus de même quand il s'agit de l'action résolutoire.

En effet, le porteur gagiste d'un billet de fonds ne peut exercer l'action en résolution de la vente du fonds de commerce qu'au moyen de l'action Paulienne.

Le vendeur du fonds reste titulaire du droit de résolution et lorsque la résolution est prononcée, la créance du prix de vente disparaît et, par suite, le gage du porteur du billet est anéanti.

Le porteur du billet de fonds ne peut d'ailleurs exercer aucun droit de préférence sur le fonds de commerce qui redevient la propriété du vendeur le gage commun de tous les créanciers de celui-ci.

Le porteur, à titre de gage, peut exercer un autre droit, celui d'action en garantie solidaire qui est prévu par l'art. 118 du Code de Commerce. Mais il exerce dans ce cas encore le droit de son remettant et procède par voie d'action Paulienne. Il en résulte qu'il pourra exercer le recours en garantie contre le tireur et contre les endosseurs autres que son propre remettant une action dont ce dernier est le vrai propriétaire.

§ 3. — *Obligations du créancier gagiste.*

Le porteur d'un billet de fonds à titre de gage n'est pas soumis aux obligations prévues par les articles 165 et s. du Code de Commerce, auxquels il lui est d'ailleurs impossible de se conformer, comme nous venons de le voir.

La créance du porteur contre le remettant n'est pas l'obligation de garantie qui est visée à l'art. 118 du Code de Commerce. Le porteur ne doit donc pas assigner le remettant en remboursement du montant de la traite.

La seule créance dont il peut poursuivre le paiement contre son cédant est sa créance principale.

Mais le porteur a des obligations qui découlent des articles 91 C. Com. et 2080 du C. Civil.

Il doit conserver l'objet qui constitue son gage sous peine d'être déclaré responsable de sa perte. Il doit donc présenter le billet à l'échéance et même le faire protester ; sinon tout événement qui compromettrait l'existence ou le recouvrement de la créance engagerait sa responsabilité.

Le porteur peut, en outre, par le moyen de l'action Paulienne et en vertu de l'art. 91 du Code de Commerce, exercer des poursuites judiciaires pour obtenir le paiement du billet. Mais il n'y est pas obligé à notre avis. La règle générale est que le détenteur d'une créance qui lui a été donnée en gage ne peut pas l'encaisser hors la présence du cédant, à moins d'autorisation de ce dernier donnée postérieurement à la constitution du gage.

Le principe, c'est donc que le gagiste n'est pas forcé de procéder au recouvrement sous peine d'engager sa responsabilité.

Si l'art. 91, dernier paragraphe, a apporté une dérogation à cette règle en ce qui concerne les titres à ordre, c'est pour des raisons pratiques et en raison de la nécessité de faire protester l'effet pour conserver les droits du propriétaire contre les endosseurs.

L'existence de la créance n'est pas compromise si des poursuites ne sont pas exercées contre l'accepteur. Il serait anormal qu'un créancier pût être déclaré en faute pour n'avoir pas exercé l'action Paulienne.

Le gagiste agira cependant avec prudence en se faisant expressément dispenser de poursuites par le propriétaire de l'effet.

Par contre, le gagiste a l'obligation de dénoncer le protêt à son remettant, car cette dénonciation permettra à celui-ci

d'assigner son propre cédant en remboursement dans les délais de la loi.

Nous devons pourtant signaler une décision ancienne (Paris, 11 mai 1810, *Perdomel c. Desprez, S. et P. Chr.*) de laquelle il résulterait que le prêteur qui a reçu un effet de commerce à titre de gage au moyen d'un endossement régulier peut en poursuivre le paiement contre son remettant, motif pris de ce que ledit prêteur est réputé tiers-porteur du titre. Il pourrait donc réclamer le remboursement de l'effet en qualité de propriétaire. Nous estimons que cette décision n'analyse pas exactement la situation de droit existant entre les parties.

CONCLUSION

Le titre à ordre a semblé pendant longtemps devenir de plus en plus formel.

Il a semblé que l'analyse plus poussée du titre à ordre faisait ressortir son caractère formel et abstrait.

Par de simples déductions, on arrivait ainsi à construire des théories complètes des transmissions si dépouillées d'éléments adventices qu'elles paraissaient valables pour tous les temps et pour tous les pays, comme d'un nouveau droit naturel. D'ailleurs, ces constructions ne pouvaient être complètes que si le lien de droit existant entre le souscripteur et le bénéficiaire du billet était lui-même formel et abstrait.

Les discussions récentes dont le billet de fonds est l'objet montrent que l'engagement du souscripteur ne peut pas être défini, c'est-à-dire circonscrit, en dehors de sa cause.

Les limites de cet engagement, à l'égard soit des sûretés, soit des exceptions, sont fixées par leurs conséquences équitables pour les diverses parties, bénéficiaire et tiers-porteurs, et non plus seulement par l'analyse de la volonté manifestée par le souscripteur.

Vu :

Le Président de la Thèse,
RIPPET.

Vu :

Le Doyen,
Edgar ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- BEUDANT. — Note sous Civ., 8 mai 1878, D. 1878-1-241.
- BRETHER. — Théorie juridique des titres à ordre. *Revue Trimestrielle de Droit Civil* 1926, p. 637.
- BRUZIN. — Essai sur la notion d'imprévision.
- BUISSON. — Le statut légal du fonds de commerce.
- CENDRIER. — Le fonds de commerce.
- CHALLAMEL. — Etude sur les cédules hypothécaires.
- CHARVET. — Traité pratique et formulaire du fonds de commerce.
- DEBRAY. — De la clause à Ordre.
- EINERT. — Le droit du change d'après les besoins des affaires.
- ESMEIN. — Les titres à ordre et l'inopposabilité des exceptions. *Revue Trimestrielle de Droit Civil*, an. 1921, page 5.
- JURISCLASSEURS. — Le Fonds de Commerce.
- LEVILLAIN. — Note sur (l'exception de dol), D. 1895-1-139.
- MERLIN. — *Revue du Notariat et de l'Enregistrement*, 1864, t. vi.
- PICHON. — De l'inopposabilité des exceptions.
- RIPERT. — La règle morale dans les obligations civiles.
- RONEL. — De la clause à ordre dans les créances civiles.
- THALLER. — Note sous civ., 28 avril 1900, D. 1901-1-17.
— *Annales de droit commercial*, an. 1891.
— — — — — 1906 et 1907.
— De la nature juridique du titre de crédit.
- TISSIER. — Note sous Cass., 19 déc. 1892, § 95-1-225 et sous Cass. 9 nov, 96, D. P. 97-1-161.
- VALERY. — Quel est le fondement de l'obligation engendrée par une lettre de change? *Annales de Droit Commercial*, an. 1923, p. 181.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
CHAPITRE PREMIER. — <i>Etablissement du billet de fonds</i>	15
Section I. — Validité et utilité du titre à ordre en matière de vente de fonds	15
Section II. — La remise en nantissement du fonds et les titres à ordre.	22
Section III. — Les billets de fonds et la purge	23
Section IV. — Caractère civil ou commercial du titre . .	25
Section V. — Sur la définition des billets de fonds . . .	27
§ 1. — Intérêt d'une définition	27
§ 2. — Définition à l'égard du tireur de l'effet et du bénéficiaire du billet	28
§ 3. — Définition à l'égard des tiers-porteurs . . .	31
CHAPITRE II. — <i>La transmission des sûretés</i>	34
Section I. — Les textes et la jurisprudence	34
§ 1. — Les textes.	34
§ 2. — La jurisprudence.	35
Section II. — Conséquences du transfert des sûretés par l'endossement	42
§ 1. — L'action résolutoire.	43
§ 2. — Division des privilèges et de l'action résolu- toire	45
§ 3. — Ordre des privilèges entre subrogés :	46
a) Nature de la subrogation	49
b) Transfert conjoint d'une créance et de la sûreté.	50
c) Transfert d'une créance en nantissement et transfert du privilège	51
d) Quelle créance le privilège cédé peut-il garantir.	52
§ 4. — Ordre entre cessionnaires de fractions de la créance.	53
§ 5. — Exercice du droit de privilège par subroga- tion pour les intérêts non stipulés	54
§ 6. — La transmission des privilèges et la loi du 5 juillet 1933.	56

Section III. — Appréciation générale sur la théorie de la transmission des sûretés	57
Section IV. — Questions annexes	66
§ 1. — La transmission des sûretés par endossement et le crédit documentaire	66
§ 2. — Le transfert des sûretés par endossement et le recours en garantie.	67
§ 3. — Le transfert des sûretés et l'inscription de l'escompte de l'effet en compte courant	67
§ 4. — La purge des exceptions en matière de transmission des sûretés.	68
CHAPITRE III. — <i>Le Paiement.</i>	70
§ 1. — Droits et obligations du porteur à l'échéance.	70
§ 2. — Recours contre une caution.	71
§ 3. — Les saisies-arêts et oppositions.	72
§ 4. — L'exigibilité des billets de fonds	73
CHAPITRE IV. — <i>Les délais de paiement</i>	79
Section I. — Le droit commun	79
Section II. — Le régime de 1933-34	84
§ 1. — Les textes.	84
§ 2. — Elaboration	85
§ 3. — Titres qui bénéficient du nouveau régime d'après leurs dates	89
Titres qui bénéficient du nouveau régime d'après leur nature	92
§ 4. — La procédure.	95
§ 5. — Les pouvoirs du juge des référés	99
§ 6. — Les effets de l'ordonnance à l'égard des co-signataires	102
§ 7. — Sursis à la vente et délais nouveaux	104
§ 8. — Cas spéciaux	106
CHAPITRE V. — <i>Rémise en gage des billets de fonds</i>	107
CONCLUSION.	113
BIBLIOGRAPHIE.	114

